

inprecor

LE
VENEZUELA,
TRUMP
ET

les nouvelles dynamiques guerrières

• Algérie : incompétence, inconséquence, arrogance et répression ! •

• **Dossier Serbie**

**Des mobilisations populaires
en régime autoritaire •**

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>



Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PEGI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PEGI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

IMPRIM'VERT*

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

février 2026 n° 741

Éditorial

Antoine Larrache

Trump et les nouvelles dynamiques guerrières 3



États-Unis

Kay Mann

Résister à l'assaut de Trump contre les droits démocratiques et la souveraineté des nations 5

Venezuela

Franck Gaudichaud

Les enjeux de l'intervention impérialiste au Venezuela

7



Algérie

Nasser U Haddad

Pouvoir algérien : incompétence, inconséquence, arrogance et répression ! 14

Dossier Serbie

Elena Fernandez Fernandez

Crise de régime, dépendance impérialiste et luttes pour l'autodétermination 17

Elias et Gin Vola

Une mobilisation populaire en régime autoritaire 19

Tamara Filipovic Stevanovic

« Les médias indépendants ont joué un rôle crucial dans la documentation et la visibilité du mouvement étudiant » 24

Ellana Caldin

La Serbie, antichambre mortuaire de l'Europe 26

Denis Verstraeten

L'UE et le colonialisme vert en Serbie 28



Les nôtres

Entretien inédit avec Mohammed Harbi « En Algérie, ce qui est fondamental, c'est l'État » 30

TPT

Les nôtres : Eleni Varikas (1949- 2026) 36

Nouvelles de l'Internationale

Michael Löwy et Daniel Tanuro

La contribution de la Quatrième Internationale à l'écossocialisme 33

Abonnement (11 numéros par an)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) ☐
Formule classique	75 € (1 an) ☐
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) ☐
	25 € (6 mois) ☐
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) ☐
Abonnement de soutien	 à partir de 100 € (1 an) ☐
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) ☐
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) ☐

Total :

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom Prénom :
Adresse :
Codepostal : Ville :
Pays : Tél. :
E-mail :

Formule découverte
(réservé aux nouveaux
abonnements)
20 €, pour 3 mois ☐

Anciens
numéros



Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PEGI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à Inprecor-PEGI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



Trump et les nouvelles dynamiques guerrières

Nigeria, Syrie, Ukraine, Palestine, Congo, Soudan, Venezuela... les zones de guerre se sont multipliées extrêmement rapidement. L'attaque militaire contre le Venezuela marque un saut qualitatif dans l'interventionnisme étatsunien, qu'on ne peut distinguer de l'offensive policière et raciste menée en interne du pays avec l'ICE.

Par
Antoine Larrache

L'offensive de Trump est globale, elle est la réaction face à la perte d'hégémonie, notamment économique, des États-Unis, et face à la crise globale du système. Cette dernière est fondamentalement due à l'incapacité d'augmenter les taux de profit et l'accumulation après les chocs de 2008 et 2020. Les grandes entreprises technologiques veulent, comme Trump, s'approprier les matières premières – le pillage et la spoliation sont le plus court chemin vers plus de profits. C'est un impérialisme (néo) colonialiste et d'expropriation.

Un saut qualitatif dans l'offensive impérialiste

L'enlèvement de Maduro et le deal avec au moins une partie de la bourgeoisie pour réintégrer le Venezuela dans la zone de domination américaine constituent un saut qualitatif. C'est une intervention meurtrière et sans précédent depuis plusieurs décennies dans la politique intérieure d'un pays indépendant. Mais cela s'inscrit en cohérence avec les bombardements au Nigeria, l'interventionnisme en Argentine en soutien à Milei, l'alignement de tous les régimes arabes – notamment du nouveau pouvoir en Syrie – sur Israël et les États-Unis, le rôle joué par les États-Unis en RDC, le vote de l'Algérie pour le plan Trump, etc. En bazarant au passage l'ensemble des institutions internationales gérant l'ordre mondial depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans de très nombreux pays du monde, cette reconstruction de la sphère d'influence étatsunienne se

réalise par le biais de régimes ultra-autoritaires et libéraux, car la fonction de ces gouvernements est d'imposer aux classes populaires des transferts de matières premières (notamment pour les énergies et l'informatique) à bas prix vers les États-Unis, ainsi que des évolutions dans l'organisation internationale du travail (notamment par le biais des droits de douane de Trump). L'alliance entre Trump et les extrêmes droites mondiales n'est pas principalement idéologique, elle est le produit de besoins économiques et de contrôle.

D'ailleurs, ce processus est comparable aux rapports coloniaux et semi-coloniaux qui ont toujours existé, à ce qu'a fait la France en Afrique pendant des décennies en maintenant au pouvoir des dictatures sanguinaires, et ce que fait la Russie en Biélorussie, ce qu'elle a fait autrefois en Syrie, etc.

Un multi-impérialisme guerrier et autoritaire

L'interventionnisme impérialiste des États-Unis est comparable en de nombreux points à la guerre menée par la Russie en Ukraine et aux grandes manœuvres commerciales menées par la Chine : il s'agit pour chacun des impérialismes de solidifier et élargir ses sphères d'influence.

En ce sens, nous sommes déjà entrés dans une forme de guerre mondiale. Pour une période encore relativement longue, les classes dirigeantes évitent sciemment des affrontements directs entre elles, qu'elles savent destructrices. Sergueï Karaganov, conseiller de Poutine, le formule explicitement : « *La situation la plus avantageuse serait de parvenir à une configuration dans laquelle*

quatre grandes puissances travailleraient de concert à définir les règles de conduite dans le monde à venir. Ces quatre grandes puissances sont la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Inde » (1). Mais il n'est pas interdit d'imaginer que cela puisse changer : en effet, une réponse logique à l'offensive des États-Unis sur le Venezuela serait l'envahissement de Taiwan par la Chine. Quelle sera alors la réaction de Trump ?

Le déclin du « vieux continent »

L'Europe est, dans ce contexte, un agent relativement passif. Son manque d'homogénéité, la faiblesse de sa direction politique et ses difficultés économiques l'empêchent de réagir aux niveaux dont sont capables les grandes puissances que sont les États-Unis, la Russie et la Chine. La France est paralysée par sa crise politique et économique et la perte de sa sphère d'influence en Afrique, et la bourgeoisie privilégie à ce jour, comme en Belgique et en Italie, une succession de batailles antisociales – notamment la privatisation de toute la sphère de la reproduction sociale et le démantèlement des services publics – visant à mettre sous perfusion un capital de moins en moins concurrentiel. L'Allemagne tente de jouer sa propre carte, ou du moins de prendre l'ascendant sur la France, par son plan de 1 000 milliards d'investissements militaires, un plan qui sera certainement difficile à tenir du fait des difficultés économiques du pays et de l'Union européenne. Une dislocation, cohérente avec les visées nationalistes des extrêmes droites, n'est plus inimaginable.

1) « Un proche de Poutine affirme que les États-Unis n'interviendront pas si la Russie frappe l'Europe », Kyiv Independent, 31 décembre 2025, traduit par *Le Grand Continent*.

Quelques points d'analyse

Dans ce contexte, les peuples et la classe ouvrière sont désorientés, même s'il existe des éléments de réponse, semi-spontanés, sur lesquels nous pouvons nous appuyer.

Un premier bilan de la situation est que le nationalisme sans contenu de classe ne produit pas de dynamique suffisante, sur le plan interne comme dans les rapports de forces internationaux, pour faire face à la réorganisation en cours : le nationalisme des régimes vénézuélien et algérien n'a pas permis de tracer un chemin alternatif, notamment car ils sont incapables de construire une alternative dans le cadre de l'imbrication des échanges commerciaux internationaux. Comme Lula au Brésil, leur politique n'est pas anti-impérialiste, il s'agit plutôt d'une tentative de négocier un espace dans le cadre des nouveaux rapports multi-impérialistes.

Cependant, il nous faut soutenir sans condition les démarches de résistance à l'impérialisme, même limitées, qui existent au niveau étatique, au Mexique, au Brésil, en Colombie, à Cuba, afin d'affaiblir les grandes puissances et de renforcer les dynamiques populaires. La liste est courte, car la chute de l'URSS et la réorganisation néolibérale ont brisé toutes les capacités de résistances dans le cadre d'une économie mondiale très fortement intégrée. La Palestine et le mouvement mondial de solidarité constituent un des symboles de la résistance anti-impérialiste. Les résistances en Ukraine et au Rojava peuvent jouer un rôle similaire. Le soutien inconditionnel à la résistance des peuples opprimés reste notre boussole, mais il n'est pas acritique. En particulier, il faut interroger le rôle de l'État et de la propriété privée dans ce cadre : toute démarche qui se concentre sur des changements par en haut, au détriment de l'auto-activité des classes populaires, en particulier de la classe ouvrière, est vouée à l'échec.

Partout dans le monde – et particulièrement dans les pays impé-

rialistes occidentaux –, les classes populaires font face à l'offensive bourgeoise : les classes dominantes cherchent à briser le mouvement ouvrier, et elles utilisent les extrêmes droites et accentuent les divisions raciales pour défendre des projets nationaux hostiles au reste du monde et surexploiter les personnes racisées. Les réponses collectives contre l'ICE aux États-Unis et les grèves de masse qui existent régulièrement en Europe sont la meilleure réponse à cette offensive.

Discuter et tester des mots d'ordre anti-impérialistes

Pour combiner notre compréhension anti-impérialiste et lutte de classe, nous devons travailler à la formulation d'un programme transitoire répondant au maximum d'enjeux en un nombre limité de points. C'est le sens du *Manifeste pour une révolution écosocialiste* de la IV^e Internationale. Celui-ci doit cependant

être adapté et testé au fur et à mesure des évolutions de la situation. Parmi les éléments à tester, on peut trouver :

- Le refus de toute ingérence impérialiste dans les affaires d'un pays dominé, que ce soit par les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, etc. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'arrêt des guerres et de la course aux armements.

- La solidarité entre les peuples contre la concurrence capitaliste concernant les prix, le pillage des matières premières, l'organisation écocide des circulations de marchandises et de gestion de l'énergie. Cela passe notamment par le monopole du commerce extérieur, le refus de sa soumission au privé, et des relations entre les nations équilibrées et démocratiquement surveillées, notamment par la fin du secret bancaire.

- L'abolition des dettes illégitimes, afin de permettre aux États de financer leur développement et leurs dimensions sociales, le dédommagement pour les violences coloniales, depuis l'esclavage jusqu'au génocide de Gaza.

- La liberté d'organisation des

partis, des syndicats et de la presse, la libération de tou·tes les prison·eres politiques.

- La fin des inégalités de genre, en particulier le droit des femmes à disposer de leur corps, la liberté sexuelle et le refus de toute mesure transphobe.

- La socialisation, notamment dans le cadre de la crise écologique, des sociétés de l'énergie, des transports et des banques.

Préparer les prochains affrontements

On ne peut pas savoir d'où viendront les prochaines grandes crises politiques, voire révolutionnaires. Mais les masses ne laisseront pas sans réaction une offensive généralisée visant à décupler l'exploitation, à spolier les matières premières nationales, à casser la démocratie bourgeoise et à réprimer massivement. Surtout dans le contexte d'une crise écologique croissante et qui accélère toutes les autres. De nombreux pays vivent des mobilisations de masse, parfois inattendues. Il y en aura d'autres, très rapidement.

Cette période est très complexe. Les organisations réformistes, liées par de multiples biais à l'appareil d'État et à leur bourgeoisie, développent des orientations très éloignées des enjeux de la période. Mais elles incarnent, de façon déformée, l'état de conscience des classes populaires. Il est par conséquent plus que jamais nécessaire de combiner une orientation de front unique sur quelques points clés, variables selon les situations, pour mettre en mouvement les masses, avec des explications très radicales, permettant de donner confiance aux franges conscientes pour qu'elles ne se perdent pas dans le gauchisme, le sectarisme et le campisme que certains courants stalinien ou gauchistes tentent de faire prospérer.

À nous de tout faire pour qu'une conscience internationaliste se solidifie, capable de lier les intérêts des peuples et en particulier des classes ouvrières pour mettre en œuvre un programme de rupture anticapitaliste internationaliste. ■

Le 26 janvier 2026

Résister à l'assaut de Trump contre les droits démocratiques et la souveraineté des nations

Au cours des dernières semaines, les attaques de Trump contre les droits démocratiques aux États-Unis et les violations du droit international et de la souveraineté d'autres pays ont pris de l'ampleur et sont devenues plus violentes. Un mouvement social et de résistance ouvrière s'organise.

Par
Kay Mann

Le 3 janvier 2026, une force aérienne et navale massive a kidnappé le président vénézuélien Nicolas Maduro et son épouse Celia Flores, tuant une centaine de Vénézuélien-nes et de Cubain-es lors du raid, raid qui a été suivi par le vol de 500 millions de barils de pétrole vénézuélien par les forces navales américaines.

Avec une arrogance impériale suprême, Trump a déclaré que les États-Unis « dirigeraient » le Venezuela et il menace également la Colombie, Cuba et, plus récemment, le Groenland, bien que celui-ci appartienne au Danemark, allié des États-Unis au sein de l'OTAN depuis 1949. Cette attaque fait suite à plusieurs semaines d'exécutions brutales et sans jugement d'équipages de bateaux soupçonnés de trafic de drogue près des côtes vénézuéliennes et dans le Pacifique.

Puis, le 9 janvier, dans les rues glacées de Minneapolis, dans le Minnesota, un agent de l'ICE a froidement assassiné une citoyenne américaine blanche non armée, Renee Good, mère de deux enfants, âgée de 37 ans. Elle participait à des actions non violentes de soutien aux immigrant-es. Les nombreuses vidéos du meurtre de Good ont contribué à faire d'elle la plus connue des 32 personnes, *a minima*, tuées par des agents de l'ICE. Ces deux éléments, apparemment sans rapport, ont pour lien le recours croissant

à la violence contre les personnes racisées et leurs alliés, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, sur la base d'accusations fictives de trafic de stupéfiants. La nomination de Stephen Miller, un commandant néofasciste chargé de la politique d'immigration raciste de Trump, à l'un des postes les plus élevés du gouvernement Trump en matière de politique d'immigration, souligne de manière frappante le lien entre l'attaque contre le Venezuela et les meurtres commis par l'ICE.

Racisme et impérialisme

Quelques heures après l'attaque contre le Venezuela, des manifestations d'urgence ont eu lieu dans plusieurs villes, rassemblant entre quelques centaines de personnes et

“Le lien entre le Venezuela et l'ICE est le recours croissant à la violence contre les personnes de couleur et leurs alliés sur la base d'accusations fictives de trafic de stupéfiants.”

à 2 000 à New York. Mais c'est le meurtre de Renee Good qui a le plus touché la population américaine. Des milliers de manifestations ont été organisées en son honneur et pour exiger l'abolition de l'ICE, dans tout le pays. Les sondages montrent un soutien massif à cette dernière revendication. Le gouvernement a réagi en accusant Good d'avoir percuté l'agent de l'ICE avec sa voiture, alors que des vidéos montrent clairement que sa voiture s'éloignait de l'agent. L'enquête fédérale sur la fusillade a écarté les responsables locaux de Minneapolis et a menacé d'enquêter sur les liens de la veuve de Good avec des groupes militants – une activité pourtant protégée par la Constitution américaine.



Kay Mann

Kay Mann est membre de Solidarity, section de la IV^e Internationale aux États-Unis, et professeure de sociologie à l'Université. Elle est également membre de la direction de la IV^e Internationale.

Jonathan Ross, le voyou nationaliste chrétien de l'ICE qui a assassiné Good, n'a pas été inculpé et ne fait actuellement l'objet d'aucune enquête. Le gouvernement a réagi en envoyant davantage d'agents de l'ICE à Minneapolis et Trump a menacé d'invoquer la loi sur l'insurrection qui date du 19^e siècle, rarement utilisée, pour envoyer des troupes militaires régulières dans la ville. L'ICE revendique maintenant le droit de mener des raids sur des habitations privées sans mandat, une mesure qui, si elle se généralise, porterait un coup terriblement dangereux aux droits démocratiques et représenterait un saut dans l'autoritarisme et le néofascisme. Le sentiment général est que la ville est occupée par une force hostile. Le maire démocrate de Minneapolis, Jacob Frey, et le gouverneur démocrate Tim Walz ont utilisé des mots forts pour s'opposer à l'ICE et exiger qu'elle quitte la ville et l'État, mais ils n'ont pas fait grand-chose (1). Tandis que le vice-président

1) Jacob Frey a notamment parlé de « forces d'occupation qui ont littéralement envahi notre ville », CBS News, 18 janvier 2026.



JD Vance a accusé Frey et Waltz d'entraver les opérations de l'ICE et que le FBI a ouvert une « enquête » sur eux, la police du Minnesota participe à la répression des manifestations.

L'ICE terrorise les villes et les villages du pays depuis des mois, mais Trump nourrit une hostilité particulière envers le Minnesota, un État traditionnellement progressiste et démocrate, avec une riche histoire de luttes ouvrières. Minneapolis, la plus grande ville de l'État, abrite également une importante population somalienne arrivée au cours des dernières décennies. Une des membres de celle-ci, Ilhan Omar, est la représentante américaine du 5^e district de l'État, qui couvre la majeure partie de Minneapolis. Elle est l'une des quatre membres de la *Squad*, quatre femmes démocrates progressistes et très actives, que Trump attaque et menace régulièrement sur les réseaux sociaux. Trump a déclaré qu'Ilhan, qui est citoyenne américaine, « devrait être en prison » et expulsée (2).

Naissance d'un mouvement social

Plus de 1 000 manifestations ont eu lieu le 10 janvier pour protester contre le meurtre de Good. Une grande partie des sections locales de DSA ont répondu à l'appel de la direction nationale pour participer aux manifestations contre l'agression contre le Venezuela. Les efforts visant à défendre les immigrant-es contre les raids de l'ICE ont toutes les caractéristiques d'un authentique mouvement social. Les militant-es utilisent des tactiques classiques – marches, rassemblements, slogans –, mais aussi des méthodes originales et créatives, comme le fait de siffler lorsque les agents de l'ICE arrivent dans un quartier.

Des organisations de quartier ont été créées dans tout le pays pour organiser les achats et le transport des familles d'immigrant-es qui craignent la violence, les arrestations et les expulsions de l'ICE. Ces groupes sont composés de citoyen-nes ordinaires, dont beaucoup n'étaient pas impliqués dans la politique avant de voir leurs voisin-es et collègues emmenés par des agents armés et masqués de l'ICE. Les journalistes de droite se sont indignés de ce qu'ils appellent les « wine moms » (mamans alcooliques), ces femmes

2) Il a déclaré le 19 janvier 2026 : « La fausse "députée" Ilhan Omar, une éternelle râleuse qui déteste les États-Unis, sait tout ce qu'il y a à savoir. Elle devrait être en prison, ou pire encore, renvoyée en Somalie, considérée comme l'un des pires pays au monde. Elle pourrait contribuer à RENDRE À LA SOMALIE SA GRANDEUR ! ».

10 janvier : malgré le froid et la pluie, 400 personnes ont défilé à Pittsburgh, en Pennsylvanie, lors d'une manifestation organisée par DSA et soutenue par une douzaine d'organisations. © Mel Packer



blanches des couches moyennes vivant en banlieue qui participent à des groupes de surveillance de quartier.

Auto-organisation ouvrière contre fascisme

Dans le cas de Minneapolis, centre des manifestations actuelles contre l'ICE, le réseau de groupes de soutien et d'entraide remonte aux manifestations de 2020 qui ont suivi la mort de George Floyd. Les lycéens de tout le pays ont débrayé. Des groupes de différentes régions du pays commencent à se mettre en relation, à partager leurs ressources et leurs tactiques. Par exemple, un groupe de vigilance contre l'ICE dans le nord de Chicago, appelé Protect Rogers Park, a aidé à former des observateurs à Minneapolis. Des flyers « Connaissez

vos droits » sont visibles dans les magasins et les restaurants des quartiers mexicains et des autres quartiers immigrés de nombreuses villes. Certaines écoles de la ville ont choisi de fermer, par mesure de précaution contre les raids de l'ICE. Les syndicats de locataires de Los Angeles et d'ailleurs se sont joints au mouvement, soulignant encore davantage son ancrage profond, notamment dans la classe ouvrière. Ces réseaux d'entraide se connecteront à d'autres mouvements préexistants, jetant les bases d'actions de plus en plus importantes et renforçant le mouvement général anti-Trump. Il s'agit de réseaux de solidarité de la classe ouvrière qui constituent une puissante résistance au nationalisme chrétien blanc raciste de Trump et nous donnent un aperçu de la possibilité d'une société démocratique auto-organisée.

Zoom sur Minneapolis

Les enregistrements vidéo du meurtre de Good et les images montrant des agents de l'ICE enfoncer des portes, arrêter un réfugié hmong et le conduire dehors à moitié nu par un froid glacial, ainsi que d'autres images montrant l'arrestation d'un garçon de cinq ans par des agents masqués et armés de l'ICE, accompagnées d'images de la résistance héroïque de la population, ont attiré l'attention sur Minneapolis.

Une journée de protestation, qualifiée par certains de « grève générale », s'est déroulée dans cette ville le vendredi 23 janvier. De nombreuses petites entreprises ont fermé leurs portes pour protester contre la présence de l'ICE, et bien qu'il y ait eu peu de grèves réelles, des syndicats tels que l'United Auto Workers (UAW), les

“ Des organisations de quartier ont été créées pour organiser les achats et le transport des familles d'immigrant-es qui craignent la violence, les arrestations et les expulsions de l'ICE. ”

syndicats enseignants et même les syndicats du bâtiment, habituellement conservateurs, ainsi que les conseils locaux du travail ont soutenu les manifestations et se sont joints à la revendication de départ de l'ICE et des autres forces répressives.

Malgré le froid extrême, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté et d'autres se sont rassemblées à l'intérieur d'un stade désaffecté. D'autres ont manifesté à l'aéroport, où débarquent les agents de l'ICE qui arrivent dans le Minnesota, et d'où les immigrant-es arrêté-es sont expulsés. Plus d'une centaine de prêtres ont été arrêtés à la suite d'une action pacifique de désobéissance civile à l'aéroport. Plus de deux cent cinquante actions de solidarité avec le mouvement de Minneapolis et ses revendications ont eu lieu dans tout le pays. ■

Le 20 janvier 2026

Les enjeux de l'intervention impérialiste au Venezuela

L'attaque et l'enlèvement de Maduro s'inscrivent dans la nouvelle stratégie des États-Unis pour la réorganisation du monde. Cette stratégie passe notamment par un renforcement de la pression impérialiste sur l'Amérique latine.

Entretien avec
Franck Gaudichaud

Que s'est-il passé lors de l'enlèvement de Maduro ?

Pas mal d'éléments et de détails nous sont encore inconnus, mais nous sommes face à une agression impérialiste de grande envergure et, littéralement, à un coup d'État, qui se sont déroulés dans la nuit du 2 au 3 janvier. Le Venezuela a été bombardé avec un déploiement militaire inédit (avec plus de 150 avions et hélicoptères). C'est la première fois qu'un pays d'Amérique du Sud est bombardé de la sorte (rappelons l'intervention contre Noriega, au Panama, en 1989, ou l'invasion de la Grenade en 1983, avec l'arrestation puis l'exécution du Premier ministre Maurice Bishop).

La présence militaire US était massive dans l'espace Caraïbes depuis plusieurs mois, avec notamment la présence du plus grand porte-avions au monde, le Gerald Ford, tout cela au prétexte de la lutte contre le narcotrafic. La possibilité d'une intervention s'est finalement confirmée. Il y a eu débarquement au sol de forces spéciales le temps de l'intervention et de la destruction de plusieurs points névralgiques et de défense. L'absence quasi totale de défense organisée, notamment antiaérienne, des Forces armées nationales boliviennes (FANB) a permis en un temps record de capturer et de séquestrer le président Maduro et sa compagne, la députée Cilia Flores, qui ont donc été « extraites » et déportées aux États-Unis. Ils ont même été

présentés à un juge à New York avec des charges fantaisistes, dont celle d'être à la tête d'un « Narco-État ».

Cette opération militaire, qui viole la souveraineté du Venezuela et – évidemment – toutes les lois internationales (qui sont le dernier des soucis de Trump), inaugure une tentative brutale de recolonisation du pays et, peut-être même, la mise en place d'un protectorat sur le moyen terme, si on l'en croit les premières annonces de la Maison Blanche. Dans le cadre de la longue crise du capitalisme, du déclin de l'hégémonie mondiale des États-Unis et de la réorganisation violente du système inter-impérialiste, Trump a pour

objectif de discipliner tout « l'hémisphère » sous sa coupe, grâce au plus grand arsenal militaro-industriel que l'humanité ait jamais construit. Il s'agit, également et plus directement, de reprendre le contrôle du Venezuela bolivarien et de préparer le saccage colonial de l'immense réserve de pétrole lourd du pays.

Selon tes informations, quelle est l'attitude de l'appareil d'État et des couches dominantes au Venezuela par rapport à cette opération ?

C'est encore en voie de réorganisation. Ce qu'on constate – et que confirment nos contacts sur place –, c'est que suite à la séquestration du président, il y a bien une continuité de l'appareil d'État maduriste, qui est incarné aujourd'hui par la figure de la présidente intérimaire Delcy Rodríguez. Aussi bien les directions militaires que civiles, les hautes strates de la bureaucratie



Franck Gaudichaud

Franck Gaudichaud est membre de la direction de la IV^e Internationale, du comité de rédaction de *Contretemps web* et professeur d'université à Toulouse (France). Il est l'auteur ou le coordinateur de plusieurs ouvrages sur le Chili et l'Amérique latine.

et les différentes factions de la bourgeoisie affairiste bolivarienne semblent faire bloc... pour l'instant. Bien sûr, l'attitude de l'armée, pilier du contrôle politique de Maduro, particulièrement depuis les crises de 2017-2019, est déterminante.

On voit pour l'instant aux côtés de Delcy Rodríguez les principaux-les dirigeant-es de ce qu'était le madurisme au pouvoir depuis 2013. À commencer par Diosdado Cabello, qui est l'homme fort du régime, puisqu'il tient la police et a des liens très forts avec l'armée et avec la Chine. L'indéboulonnable ministre de la Défense et chef d'état-major, Vladimir Padrino López affiche également son soutien, comme le frère de la présidente, Jorge Rodríguez, l'un des hommes clés du chavisme, puis du madurisme, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale. Il y a néanmoins des doutes sur jusqu'à quel point un secteur du régime aurait lâché Maduro en amont et « pacté » la transition en cours, face à la pression maximale exercée par les États-Unis et aux échecs répétés des négociations avec Trump. Toute une partie de la bureaucratie en place, et particulièrement les hauts dignitaires militaires, cherche à sauver ses intérêts écono-



Vladimir Padrino López, Delcy Rodríguez et l'ambassadeur russe Sergey Melik-Bagdasarov, mai 2025. © Juan Barreto/AFP via Getty Images

miques dans l'extraction pétrolière et minière et son impunité... Mais avec quelle marge de manœuvre aujourd'hui ? Et en l'absence d'un vaste mouvement de résistance nationale ?

Le fait est qu'il n'y a pas eu de capacité de réaction face à une agression, pourtant attendue dans le monde entier et avec des forces armées supposément en alerte permanente. Plusieurs milliards de dollars ont été investis dans du matériel russe et chinois, notamment pour protéger Caracas et l'espace aérien, avec une défense antiaérienne et des radars sophistiqués, au cours des dernières années. Tout semble avoir été neutralisé en amont. Il y a donc de nombreuses inconnues de ce point de vue, mais il n'y a eu aucun ordre de défense. Ce silence signifie-t-il des complicités actives ou passives internes, une perte de contrôle totale de la chaîne de commandement, une passivité stratégique assumée de l'état-major dans l'attente d'une réorganisation du pouvoir sans Maduro ? Les débats et les rumeurs vont bon train à Miraflores, comme dans tout le Venezuela. Ceux qui ont payé le prix de cette débâcle, ce sont plus de 100 personnes (civil-es et militaires), dont les membres de la garde personnelle de Maduro et particulièrement 32 agent-es cubain-es assassiné-es.

Quant à la position de Delcy Rodríguez, elle a confirmé la mise en place de l'État d'exception : on est donc loin d'une perspective d'ouverture et de démocratisation, c'est tout le contraire, même si plusieurs prisonnier-es politiques ont aussi été relâ-

ché-es, dont l'opposant Enrique Marquez. Les déclarations de Rodríguez semblent confirmer ce que Trump et Marco Rubio ont fièrement annoncé, dans leur confé-

“ *Trump a annoncé qu'il annulait toute nouvelle attaque car « les États-Unis et le Venezuela travaillent désormais bien ensemble »* ”

rence de presse après l'agression : ils seraient disposés à la mise en place d'une nouvelle ère de « coopération » avec les États-Unis, notamment pour faciliter la « reconstruction » de l'industrie pétrolière sous contrôle impérialiste. En interne, la présidente a néanmoins répété qu'il s'agit de sauver la souveraineté du pays, elle demande officiellement la libération de Maduro et Flores et prend des accents anti-impérialistes dans ses discours à la télévision. Le patron de la CIA vient pourtant d'être reçu à Caracas et même médaillé ! Trump a annoncé qu'il annulait toute nouvelle attaque car « les États-Unis et le Venezuela travaillent désormais bien ensemble »...

Jusqu'à quel point un madurisme sans Maduro pourra-t-il s'organiser ? Pourquoi n'y a-t-il pas de mobilisation importante des bases chavistes et populaires ?

L'option que l'on pensait être celle de Trump était celle d'un *regime change* en plaçant sur le trône l'opposition ultraconservatrice néolibérale et pro-États-Unis incarnée par Maria Corina Machado et le candidat à la présidentielle de 2024 Edmundo Gonzalez, déchu suite à fraude électorale. Mais Machado a été humiliée publiquement

et mise de côté par Trump : et ce n'est pas le cadeau de sa médaille de prix Nobel de la paix à l'autocrate des États-Unis qui y changera grand-chose ! Le pari de Trump est donc clairement de s'appuyer sur l'appareil d'État maduriste, en faisant le calcul qu'ils tiennent le pays (d'une main de fer) et en constatant qu'ils conservent le soutien de l'armée et aussi une certaine base sociale, le chavisme populaire, qu'il convient de canaliser. Ceci en exerçant en parallèle une menace et contrainte politico-militaire impériale considérable. Les calculs de Washington sont que Corina Machado et Edmundo Gonzalez ne seraient pas capables de réorganiser brutalement le pays sans un appui direct de l'impérialisme, y compris avec des troupes au sol. Un scénario à l'irakienne est inenvisageable pour Trump et serait trop coûteux, y compris au plan domestique, alors que sa base MAGA est très critique, que la situation aux États-Unis n'est pas bonne et que des *midterms* arrivent bientôt.

Il est assez surprenant que l'appareil d'État et la bolibourgeoisie soient capables d'un tel bouleversement.

Tout le monde est dans l'expectative, le gouvernement intérimaire vénézuélien en place souffle le chaud et le froid, y compris par rapport à sa propre population. Mais la chute est violente, notamment pour celles et ceux qui pensaient possible une résistance nationale massive. C'est la peur et l'incertitude qui dominent et s'il y a eu quelques manifestations de soutien à Maduro, elles sont restées relativement timides.

Ce n'est pas si surprenant. D'une part, face à l'immense asymétrie militaire et à la pression politique maximale exercée par l'impérialisme US contre le Venezuela, dans un contexte régional de plus en plus hostile. Mais aussi car on assiste, depuis bien plus d'une décennie, à un délitement autoritaire, à un effondrement politique, à la destruction économique du pays de Chávez et de ce qu'avait pu incarner un temps, dans les années 2000, le processus bolivarien et son impulsion national-populaire radicale, progressiste et anti-impérialiste.

Le madurisme a approfondi les points les plus problématiques du chavisme et consolidé une caste bolibourgeoise au pouvoir, oligarchique, qui a accumulé par la dépossession et par la corruption les devises issues de l'extraction pétrolière et minière. Après avoir réprimé les manifestations et secteurs de l'opposition conservatrice pro-impérialiste, fermé un temps le parlement élu et

concentré les pouvoirs, Maduro a fait de même pour l'opposition de gauche, contre d'anciens alliés d'hier (le Parti communiste notamment), emprisonné des syndicalistes ou des ex-dirigeant-es chavistes.

La détérioration de la situation interne, décuplée par des années de sanctions iniques et de blocus des États-Unis, a provoqué l'exil de 8 millions de Vénézuélien-nes (sur 28 millions d'habitant-es !). Même si dans les dernières années, il y a eu une lente et continue récupération économique, d'ailleurs incarnée par la gestion très pragmatique de Delcy Rodríguez, chargée de l'extraction du pétrole. Comme le dénoncent plusieurs syndicats vénézuéliens, la politique économique et les droits du travail sous Maduro ressemblent davantage à une dystopie néolibérale sauvage et à une destruction de tous les droits fondamentaux qu'au socialisme...

Dans ces conditions, l'absence des conditions d'une résistance anti-impérialiste avec une base populaire mobilisée derrière un gouvernement national légitime est assez évidente. Et l'administration Trump en a parfaitement conscience. Nous ne sommes pas du tout en avril 2002 quand Hugo Chávez subit un coup d'État, soutenu par la CIA et le patronat local, et est «sauvé» par une mobilisation populaire très forte, tandis que les militaires montrent leur disposition à rejeter ce coup d'État pro-impérial.

Y a-t-il néanmoins des pans de l'appareil militaro-civil qui sont encore ancrés dans cette perspective nationale-populaire et disposés à résister ? Le chavisme populaire, les gauches critiques, les syndicalismes et les mouvements sociaux sont considérablement affaiblis, certains démoralisés ou d'autres cooptés. Avec donc beaucoup de résignation et, même, l'espoir (vain) pour une partie non négligeable de la population qui pense que cette nouvelle crise pourra desserrer l'étranglement du pays et que l'arrivée des capitaux étatsuniens amènera un rebond économique... Va-t-on assister à la mise en place d'une sorte de cogestion forcée et de collaboration «pro-impériale» de la part d'une partie de la caste bolibourgeoise pour sauver ses intérêts (ce qui est peu probable d'ailleurs sur le long terme), pour d'autre part continuer à tenir le pays dans ce contexte de quasi-protectorat ? Quelles seront les capacités de réorganisation autonomes des classes populaires et

de lutte pour rejeter à la fois la tutelle de Trump et exiger la démocratisation du pays, dans ce nouveau contexte, après des années d'immense précarité matérielle ?

Trump expliquait vouloir récupérer les ressources pétrolières soi-disant volées aux États-Unis.

Le satrape étatsunien annonce de manière directe et sans périphrases le saccage auquel il veut se livrer et la reprise du contrôle du pays. Historiquement, depuis la découverte du pétrole et les premiers puits en 1914, et surtout au moment de l'âge d'or de l'extraction dans les années 60 sous la coupe des multinationales yankees, celles-ci ont pu bénéficier à plein de l'extraction pétrolière, avec des taux de profit gigantesques, démesurés, beaucoup plus par exemple qu'en Arabie saoudite ou au Moyen-Orient.

Ceci est dans l'esprit de l'oligarchie au pouvoir aux États-Unis, et il y a une volonté de revenir à ce type d'accumulation par dépossession. Quand Trump dit qu'ils ont été «écartés», on pourrait penser qu'il parle de la nationalisation de 1976 par

la social-démocratie vénézuélienne (sous Carlos Andrés Pérez), mais en fait il se réfère plus directement à 2007 quand Chávez a réorganisé des entreprises mixtes au profit de PDVSA, et nationalisé une grande partie de l'extraction dans la

frange pétrolifère de l'Orénoque, là où est la principale réserve actuellement. Avec probablement 300 milliards de barils, c'est la première réserve prouvée à l'échelle planétaire, mais d'un bitume extra-lourd et très coûteux à raffiner.

Ce que voudrait le milliardaire Trump, c'est que cette réserve repasse dans les mailles des filets d'Exxon, de Chevron et des grandes multinationales étatsuniennes, et aussi pouvoir dicter le prix du brut mondial (le Venezuela est un acteur central de l'OPEP). Ce n'est pas si facile en vrai, dans un contexte où pour l'instant 80 % des exportations vont vers la Chine, et vu le délabrement très avancé des infrastructures (avec tout de même 800 000 barils/jour actuellement). En tout cas, il y a de gros investissements à réaliser : certains parlent de 60 milliards voire 100 milliards de dollars sur plusieurs années, à injecter pour le capital nord-américain. Rien n'est joué car il faudrait garantir

sur le long terme la maîtrise sociale et politique du pays et la marginalisation effective de la Chine. C'est vraiment une perspective de recolonisation.

Et en même temps, si cet axe énergétique saute aux yeux – dans son discours, Trump déclare que «l'argent sort du sol au Venezuela» –, l'aspect géostratégique est à mon sens essentiel et est d'ailleurs exprimé avec brutalité par Marco Rubio : il s'agit de discipliner toute la région, menacer l'Amérique du Sud. Avec en ligne de mire, le Brésil, qui a encore une relative autonomie géostratégique. Et en même temps, réaligner l'espace des Caraïbes, faire tomber Cuba (l'obsession du clan Rubio) comme un fruit mûr plutôt que par une intervention, Cuba qui perd son allié essentiel à Caracas, alors que l'économie de l'île est dans une situation encore pire qu'au début des années 1990. Et menacer la Colombie, le Mexique, leurs gouvernements progressistes et leur relative autonomie dans l'échiquier régional.

Les documents de la «nouvelle stratégie de sécurité nationale» de la Maison Blanche, publiés en décembre dernier, confirment une volonté de bouleverser les relations internationales et même une «fascisation» de l'ordre mondial. Éric Toussaint vient d'y consacrer une étude détaillée (1). On entre à nouveau dans l'ère des États prédateurs, du gangstérisme impérialiste (qui certes n'a jamais disparu) où seule la force brute compte : l'Amérique latine est leur arrièrecour, tandis que Poutine peut plus ou moins faire ce qu'il veut à l'échelle européenne (la bourgeoisie européenne est méprisée pour sa faiblesse et sa division), y compris en Ukraine, tandis que la Chine incarne le véritable l'ennemi «systémique» : un Empire du milieu à affaiblir dans la région latino-américaine et à contenir en Asie du Sud-Est.

L'administration Trump est en train de redécouper le monde pour faire face au déclin de son Empire hégémonique. Cette nouvelle phase des relations internationales à l'ère du *quatrième âge du capitalisme* et des grands basculements climatiques et écologiques est plus dangereuse que jamais, avec la remilitarisation des relations inter-étatiques et des conflits guerriers d'échelle continentale. Gilbert Achcar décrit une «nouvelle guerre froide» (2), bloc contre bloc, et celle-ci

1) «États-Unis : comprendre la «nouvelle doctrine de sécurité nationale» et ses implications», 16 janvier 2026, *Contretemps web*.

2) *La nouvelle guerre froide*, Gilbert Achcar, janvier 2024, Éditions du Croquant. Lire aussi «Aux origines de la nouvelle guerre froide. Entretien avec Gilbert Achcar», 29 avril 2023, *Contretemps web*.



est de plus en plus peuplée de conflits ouverts, « chauds » et de violence coloniale, à commencer par le génocide à Gaza.

Comment vois-tu le processus de cette recolonisation en Amérique latine, sachant que la Chine est actuellement le premier partenaire commercial de l'Amérique latine ?

On voit les conséquences de ce que nous appelons, depuis quelque temps, la polycrise du système capitaliste et inter-impérialiste. Les grandes puissances n'ont pas réellement récupéré de la crise depuis 2008 et nous sommes plus largement dans une onde longue de « stagnation séculaire », avec la réorganisation en cours des chaînes de valeur et une hyper-concentration du capital au plan mondial (3). Dans cette phase, la première puissance actuelle – les États-Unis d'Amérique – en déclin veut récupérer violemment de l'espace, des ressources, des marchés et de la capacité de projection géostratégique.

En ce sens, il est très intéressant de revenir aux écrits de Lénine, Rosa Luxemburg, Ernest Mandel ou Samir Amin sur l'impérialisme, sans les lire comme une « vérité révélée », comme sur les riches débats des années 1970 sur les rapports centre-périphérie, la théorie du développement inégal et combiné ou encore celle de la dépendance (4). Les auteur-es qui pensaient que l'ère de l'impérialisme était plus ou moins finie ou encore qu'on allait voir émerger un « super-impérialisme » des multinationales, trans-étatique, qui gouvernerait le monde, se sont lourdement trompés : ce qui se confirme est bien un système inter-impérialiste fortement hiérarchisé et concurrent, appuyé avant tout sur des États nationaux forts et sur des puissances militaires nationales. Les multinationales les accompagnent dans le processus, tout comme le capital financier.

Dans ce contexte, l'idée de la « sécurité hémisphérique » et de la doctrine de la sécu-

rité nationale, qui est au cœur de la pensée stratégique étatsunienne pour l'Amérique latine, se réaffirme de manière ultra-violente. La doctrine Monroe du corollaire Roosevelt et de la politique de la canonnière est revisitée par l'administration Trump avec fracas et violence. Selon cette vision du monde, le problème est désormais la concurrence de la Chine sur tous les plans, notamment celui de la technologie, des infrastructures (y compris celles des Big Tech et de la monnaie) et de la puissance géopolitique (même si ce n'est pas encore au niveau militaire). Le travail de Benjamin Bürbaumer est éclairant

“Ce qui se confirme est un système inter-impérialiste fortement hiérarchisé et concurrent, appuyé avant tout sur des États nationaux forts et sur des puissances militaires nationales.”

à ce propos : le développement capitaliste de la Chine depuis les années 1990 met en péril directement la mondialisation sous hégémonie étatsunienne et du dollar, tel qu'elle s'est construite au cours de la seconde moitié du 20^e siècle (5). La Chine est en train de dépasser au plan commercial et économique les États-Unis dans la région latino-américaine : elle est le premier partenaire commercial du Brésil, du Pérou ou du Chili et de l'ensemble de l'Amérique du Sud. Cette dynamique semble presque inaltérable. Même le Mexique, qui est pourtant complètement intégré au réseau et aux chaînes de valeur étatsuniennes (via un accord de libre-échange notamment), a pour deuxième partenaire commercial la Chine, avec des entreprises directement installées par l'Empire du milieu à la frontière avec les États-Unis.

Trump l'a dit et le répète : il n'était plus possible que la Chine contrôle les ports pacifiques et atlantiques aux entrées du canal de Panama, et il a réussi à modifier la situation à coups de pression politique et de millions de dollars : Panama est de nouveau un canal totalement sous bannière étatsunienne. Ses outils sont les multiples bases étatsuniennes, le déploiement de la quatrième flotte, le contrôle très serré au plan militaire, informationnel et toujours économique, alors que la Chine n'a pas à ce stade de véritables moyens militaires dans la région.

La relation avec la Colombie est à ce propos centrale, puisque, jusque-là, ce pays était la clé de la géostratégie militaire pour la région sud-américaine, via le « plan Colombie » et au prétexte de la lutte contre les guérillas et les « narcos ». Ceci tandis que l'espace centre-américain et des Caraïbes est considéré comme plus aisément maîtrisable

(bien que Cuba continue à y résister). Cela explique les conflits diplomatiques très durs de Trump avec le président Petro, même si des négociations sont en cours.

Les résultats de cette bataille des titans sont incertains – même dans l'Argentine de Javier Milei, la Chine reste centrale dans les échanges commerciaux. Il y a donc des aspects géopolitiques et idéologiques. Trump veut renforcer les « siens » : les extrêmes droites régionales, les Milei, les Bolsonaro, les Kast et pratique l'interventionnisme électoral, comme il l'a fait lors des élections de mi-mandat en Argentine. Il y est aussi parvenu avec succès au Honduras tout récemment, et il va continuer à s'appuyer sur Kast, le pinochetiste nouvellement élu au Chili, sur le milliardaire conservateur Noboa en Équateur, sur la droite conservatrice libérale en Bolivie, et mettre la pression sur les gouvernements, même très modérés, comme celui de Lula au Brésil, pour dire : « si vous nous résistez, vous serez considérés comme des ennemis, et si vous êtes des ennemis, on vous applique des droits de douane complètement inédits de 40 ou 50 %, ou carrément nous vous menacerons militairement, comme on a su le faire au Venezuela ».

Ce déploiement de force, qui est aussi celui en cours contre le Groenland, montre que les États-Unis sont de moins en moins un « hégémon » capable de projeter de la force mais aussi du *soft power*, de l'adhésion et du consensus : ils représentent désormais la domination brute centrée sur les rapports de forces politico-militaires et des oukases commerciales, avec en toile de fond la menace de destruction économique ou coloniale contre les « non-alignés », Europe et alliés de l'OTAN y compris.

Ça doit être complexe de modifier les chaînes de valeurs et l'organisation internationale du travail. Cela va nécessiter des gouvernements extrêmement répressifs. Même au Venezuela, ça risque d'être contradictoire avec ce que Trump ou d'autres vont pouvoir présenter comme une supposée ouverture démocratique.

Exactement. Il est intéressant de noter les déclarations récentes de figures représentant le capitalisme fossile étatsunien et les grandes majors. Ils ont fait part de leurs doutes et réticences sur l'investissement considérable que représenterait la « reconquête » du pétrole du Venezuela à leur profit, et le peu de garanties dont ils

3) Diogo Machado, Francisco Louçã, « Nouvelles et anciennes oligarchies – Les transformations du régime d'accumulation du capital », 13 janvier 2026, *Inprecor* n°740.

4) Samir Amin, *Le développement inégal*, Éd. de Minuit, 1973 ; Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Édition 10/18, 1976.

5) Benjamin Bürbaumer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, La Découverte, 2024.



disposent sans une stabilisation politique difficile à obtenir sans la mise en place d'un protectorat répressif et couteux. Trump a dû les recevoir et réitérer son engagement à leurs côtés.

En retour, les dirigeants chinois ont fait part de leur rejet de l'agression contre leur allié vénézuélien. C'est un coup dur qu'ils viennent de recevoir, alors que leur matériel militaire sur place s'est avéré inefficace. L'envoyé spécial de Xi Jinping pour l'Amérique latine avait longuement rencontré Maduro à Caracas quelques heures à peine avant le raid de Trump... Néanmoins, ils ont émis de nouveaux documents stratégiques renouvelant leur rejet de l'impérialisme US, leur disposition à la coopération «amicale» et au transfert de technologies avec les pays latino-américains, à rebours de l'attitude guerrière des États-Unis.

La Chine a bien compris la menace. Son talon d'Achille est sa dépendance énergétique – le pays achète à l'étranger 70 % de

ses besoins pétroliers. Les dirigeants chinois vont chercher à consolider leur influence en Amérique latine, au nom du respect mutuel, malgré le revers vénézuélien, sans entrer en confrontation directe avec Trump dans l'hémisphère. Ils affichent un discours «gagnant-gagnant», mais la relation Chine/Amérique latine reste complètement asymétrique : ils veulent toujours plus de matières premières, de minéraux, de terres arables, d'agro-industrie. Ils annoncent vouloir atteindre leur objectif des 700 milliards de dollars d'investissement dans la région pour 2035. Le méga-port de Chancay qui vient d'être inauguré est leur fleuron dans la région pour les «routes de la soie». Néan-

moins, le ralentissement économique atteint également la Chine.

Même si le Parti communiste chinois s'inscrit dans le discours sur le multilatéralisme, la construction des BRICS et du «Sud global», nombreux-se sont les militant-es qui ont conscience que le capitalisme vorace du géant asiatique ne saurait incarner une perspective alternative réelle en termes d'émancipation, de développement, et même en termes diplomatiques. On l'a vu avec leur silence face aux massacres à Gaza, voire leur soutien à Netanyahu, de manière directe ou indirecte. Ils défendent un autre ordre global, certes, mais qui ne sera pas celui de libération des peuples du Sud (6).

La région latino-américaine se trouve au contact de deux plaques tectoniques en lutte : un impérialisme dominant, violent et en crise, et une hégémonie impériale globale

potentiellement en devenir. À ce stade, les États-Unis représentent plus de 36 % de l'ensemble des dépenses militaires de la planète.

C'est considérable. 250 000 militaires étatsuniens sont déployés autour du monde, alors qu'il n'y a que quelques centaines de Chinois et peut-être 30 à 35 000 de Russes... Trump veut s'appuyer sur cette énorme puissance militaro-industrielle pour essayer de recomposer la place des États-Unis comme *global player* toujours intouchable.

As-tu des éléments sur les résistances à cette offensive en Amérique latine ? Quelle est l'attitude des gouvernements dits « progressistes » ?

Concernant les gouvernements progressistes ou de centre-gauche, ils dénoncent

Venezuela

l'agression contre le Venezuela, l'enlèvement du Président Maduro, la rupture de l'ordre international, la violation de souveraineté d'un pays voisin. Aussi bien Lula, Claudia Sheinbaum au Mexique, Boric au Chili et de manière plus claire Gustavo Petro en Colombie, ce qui ne signifie d'ailleurs pas une adhésion de leur part au régime Maduro.

Lula est intervenu essentiellement au plan diplomatique et de manière assez timorée : il a réclamé une réunion urgente de l'ONU, comme espace légitime de règlement des conflits internationaux, il a aussi essayé de mobiliser l'Organisation des États américains, mais il montre en même temps une certaine impuissance. Alors que, dans les années 2000, les gouvernements nationaux-populaires avaient une capacité forte de coopération et de mise en commun, avec l'UNASUR, la CELAC et même l'ALBA (7) pour essayer de peser sur la scène internationale, on est plutôt face de nouveau à la fragmentation.

On ne parle plus du tout des projets de Banque du Sud, voire d'une monnaie commune alternative. Aujourd'hui, l'idéal de la *Patria grande* est en recul partout, les nationalismes et les extrêmes droites ont le vent en poupe, l'effondrement de l'expérience bolivarienne pèse sur toute la région, Cuba est asphyxiée, le Mouvement vers le socialisme (MAS) bolivien s'entredéchire, l'expérience Boric laisse la place à Kast, etc. Les gouvernements progressistes en place (Brésil, Colombie, Mexique, Uruguay) paraissent relativement seuls, même si Petro et davantage encore Claudia Sheinbaum montrent qu'ils ont su consolider une base sociale pluriclassiste et électorale solide.

Le facteur décisif dans un tel contexte, ce sont les résistances «par en bas», les luttes de classes et populaires, indépendamment de la position des gouvernements, pour l'autodétermination et la souveraineté nationale. Une manière d'avoir plus de poids sur la scène régionale et face à Trump, y compris pour les gauches au pouvoir, serait de s'appuyer sur une population mobilisée, revendiquant l'horizon historique anti-impérialiste qui est encore très présent dans les imaginaires et valeurs collectives d'une partie des Latino-Américain-es. Pourtant, au Brésil ou avec Boric au Chili, la politique progressiste a plutôt

6) Éric Toussaint, « Pourquoi les BRICS n'agissent pas contre le génocide en cours à Gaza », 6 octobre 2025, *Contretemps web*.

7) Les États-Unis sont membres de l'OEA, mais pas de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) et de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA).



été de désactiver les luttes et les acteurs mobilisés. Sans parler d'ailleurs du Venezuela. Le gouvernement Maduro a coopté ou réprimé les résistances, et ce qu'il n'a pas fait directement, l'effondrement économique s'en est chargé. Il reste des « communes » et certaines expériences d'auto-organisation courageuses, à soutenir, mais fragiles.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas en ce moment même des mobilisations et des résistances multiples. Le continent de Sandino et des zapatistes reste parsemé de luttes. Au Brésil c'est très clair, on l'a vu dans la dernière période, et le Mouvement des sans terre (MST) reste puissant, malgré ses débats internes quant à la relation avec le lulisme. En Équateur aussi face à Noboa, avec les grandes mobilisations de la CONAIE, la Confédération des nations indigènes d'Équateur, des syndicats urbains, des collectifs écologiques, qui ont réussi à infliger une défaite politique cuisante au gouvernement lors du référendum de novembre 2025, rejetant le projet de nouvelle base militaire yankee et la réforme autoritaire de la Constitution. Donc, dans plusieurs pays, ça bouge.

On pourrait parler de la puissance des mouvements féministes, autochtones et décoloniaux : c'est par exemple un espoir au Chili pour affronter Kast et ses mesures de régression sociale, raciste et patriarcale. Mais il n'y a pas actuellement de mobilisations à une échelle continentale, comme on a pu en voir par le passé, par exemple pour affronter le projet de l'ALCA (8), défilé en 2005. Un point d'appui qui pourrait être vraiment fondamental ce sont les mobilisations de plus en plus massives en cours dans le cœur des États-Unis, le mouvement No Kings, les luttes contre les violences policières et la police fasciste de l'immigration (ICE), la victoire de Mamdani à New York, la recomposition de la gauche contre l'establishment Démocrate...

Sinon, il faut reconnaître qu'il y a un reflux néoconservateur, voire réactionnaire sur de nombreux plans, dans la plupart des

pays, qui pèse lourdement. La violence aussi envahit le quotidien et les médias, celle des cartels et du narcotrafic, celle de l'État ou des paramilitaires ou des migrations forcées. C'est le cas au Chili, que je connais de près. Il est impératif pour nous de bien comprendre ce qui a conduit ce pays du grand soulèvement populaire de 2019 (lourdement réprimé) à la victoire massive du néo-pinochetisme de José Antonio Kast en 2025 : c'est fondamental, selon moi, car c'est une défaite majeure pour toutes les gauches sociales et politiques dans un pays emblématique du néolibéralisme mondial (10).

Nous traversons un moment où les néofascismes et les extrêmes droites conservatrices peuvent apparaître comme une « alternative » aux yeux d'une partie significative des classes populaires. Où les gauches sont décredibilisées ou ont perdu le contact avec les couches populaires au profit des Églises évangéliques conservatrices. Bien sûr, de notre point de vue, c'est une « alternative » régressive au service du capital, au service de la destruction de l'environnement, du patriarcat, de la domination brutale des oligarchies, etc. Et au service de l'impérialisme US. Ainsi, Kast s'est félicité bruyamment de la séquestration de Maduro et de Cilia Flores. C'est la même chose du côté de Noboa qui a publié des tweets affirmant que l'attaque était une excellente nouvelle pour l'Amérique latine. L'extrême droite brésilienne pense la même chose. Ce sont des « laquais » de Trump. Alors que les élections arrivent au Brésil, en Colombie et au Pérou dans quelques mois. En Colombie, il y a un risque réel de voir un retour de la droite. Qu'en sera-t-il au Brésil, avec une gauche institutionnelle toujours dépendante de la figure d'un Lula vieillissant du haut de ses 80 ans ?

Quelles pistes donnerais-tu pour un programme transitoire anti-impérialiste mondial ?

C'est très ambitieux ! et je ne saurais répondre seul à une telle question, qui, de plus, devrait être déclinée selon des conditions locales, nationales, puis globales sur la base des élaborations collectives des populations concernées. Ce qu'on peut dire aisément, c'est que ce n'est certainement pas dans ce contexte de militarisation, d'offensives impériales, de guerres, de génocide à Gaza, d'invasion du Venezuela, de soumissions généralisées des peuples à des gouvernements autoritaires, de répression de

masse comme en Iran, de fascisation, qu'on va trouver l'issue... Donc comme le disait l'ami Daniel Bensaïd, il faut déjà commencer par dire « non ! » (11).

Dans le contexte actuel latino-américain, les gauches militantes et radicales cherchent dans un premier temps à construire une résistance anti-impérialiste la plus large et unitaire possible à une échelle continentale, en soutien au Venezuela et pour se défendre dès maintenant contre de nouvelles interventions sur le continent. À ce stade, la mobilisation continentale reste très en deçà de l'urgence du moment. Ils et elles exigent le retrait immédiat de l'immense armada que les États-Unis maintiennent depuis des mois dans les Caraïbes et la libération de Maduro et Cilia Flores, selon le principe que c'est au peuple vénézuélien, et seulement lui, de décider qui le gouverne (11).

Dans les pays du « Sud », cela nécessite la création de fronts unis larges pour rejeter les atteintes à la souveraineté, à l'autodétermination des peuples. Mais de tels fronts de résistance, ouverts, non sectaires ne devraient aucunement sacrifier, *en même temps*, la construction de gauches combattives, indépendantes des bourgeoisies nationales et de progressismes gouvernementaux chancelants qui ont montré toutes leurs contradictions depuis 25 ans.

Cela veut dire aussi un débat clair avec les nombreux courants « campistes » latino-américains, comme au plan international : la « géopolitique » ne saurait conduire à mettre sous le tapis la lutte contre les autoritarismes quels qu'ils soient et la défense inconditionnelle des peuples en lutte contre des impérialismes autres que celui de Trump (à commencer par la Russie). Dans les pays du « Nord global », l'urgence est la construction d'une solidarité internationaliste active et concrète. C'est ce que nous avons commencé, encore timidement, à mettre en place en France autour du Venezuela. Un internationalisme qui aura aussi comme tâche de dénoncer l'hypocrisie et la responsabilité de nos propres gouvernements dans le désordre du monde et leur soumission à Trump : Gaza est venue le rappeler douloureusement et, sur le Venezuela, la position scandaleuse du gouvernement Macron également. À court terme, en mars prochain, la conférence antifasciste de Porto Alegre pourrait être un point d'appui à valoriser (12). On espère qu'elle saura être transformée aussi en conférence internationale anti-impérialiste pour essayer de regrouper autour d'objectifs communs, sans sectarisme, des forces politiques mais aussi

8) Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA selon la langue).

9) Karina Nohales, Pablo Abufom Silva, « Kast : la "voie démocratique" vers le pinochetisme », 15 décembre 2025, *Inprecor*.

10) Daniel Bensaïd, *Les irréductibles. Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Textuel, 2001.

11) Lire la démarche initiée par des militant-es latino-américains « Arrêter l'offensive néocoloniale de Trump au Venezuela et en Amérique latine », signée par plusieurs centaines de camarades.

12) Du 26 au 29 mars. Les informations, programme et inscriptions sont sur le site : <https://antifas2026.org>.

sociales, qui ne sont pas d'accord sur tout, le PT, le PSOL, la CUT brésilienne, des secteurs des gauches radicales de tout le continent, la Via Campesina, les forces syndicales et des mouvements sociaux d'un peu partout.

Concernant les alternatives concrètes, on devrait essayer de mettre en avant la consigne de « guerre à la guerre impérialiste », tout en soutenant celles et ceux qui mènent courageusement des résistances de libération, notamment en Ukraine, en Palestine ou dans le Kurdistan. Au-delà de cet aspect « défensif », cela signifie penser collectivement et « en positif », la construction d'alternatives démocratiques dans un contexte d'effondrement climatique, de la biosphère, de la biodiversité, et donc penser un programme de transition postcapitaliste et postproductiviste, soit une perspective à la fois écosocialiste et de la décroissance choisie. Décroissance évidemment dans les pays riches, mais différenciée selon des critères intersectionnels (de classe, de genre, de race) et aussi décroissance pour les oligarchies des pays du Sud. Avec une reconstruction des services publics, une redistribution radicale des richesses, l'abolition des dettes publiques illégitimes, la planification écologique à plusieurs échelles (du local au global) basées sur la délibération, le communalisme, l'auto-organisation et le contrôle démocratique. Une perspective qui pose la question de l'exploitation et des oppressions qui traversent nos sociétés et nous traversent comme individus (racistes, sexistes, validistes, etc.).

Tout cela, on ne saurait le « proclamer » de manière abstraite, comme un mantra. Comment co-construire des programmes et des mesures transitoires très concrètes qui s'inscrivent dans une stratégie plus générale sur la base de délibérations larges ? De quelles histoires passées nous inspirer et tirer des leçons ? Comment les gauches peuvent-elles à nouveau « enchanter le monde », parler aux « affects » de millions de personnes, forger un bloc historique qui pose la question du pouvoir et de sa conquête, sans se renier ni verser dans le dogmatisme ? Comment déjà par éviter les réponses toutes faites, le 20^e siècle et ses horreurs sont toujours là.

On le sait, il n'y aura pas d'émancipation s'il n'y a pas une émancipation du travail, la reconstruction des droits des travail-

“ On devrait essayer de mettre en avant la consigne de « guerre à la guerre impérialiste », tout en soutenant celles et ceux qui mènent courageusement des résistances de libération. ”



Manifestation contre les golpistes à São Paulo au Brésil, le 21 septembre 2025. © Inprecor

Ayons aussi des « antennes » à l'écoute des utopies et expériences. Par exemple, l'Amérique latine est terre du zapatisme et de plusieurs processus révolutionnaires, et ses mouvements débattent depuis une vingtaine d'années des chemins pour construire une société du « bien-vivre », qui s'appuie sur une réinterprétation de certaines revendications et pratiques communautaires des peuples autochtones.

Même chose sur les droits des femmes et toutes les revendications féministes contre le patriarcat (13). On a vu à quel point le mouvement féministe chilien était capable d'avoir une vision transversale et radicale pour répondre à la « précarisation de la vie », pour affronter le néolibéralisme, favoriser l'accueil digne des migrant·es, défendre les droits des peuples autochtones. Il faut donc partir de là pour penser des transitions, déclinées dans chaque pays, et reconstruire des solidarités régionales et internationales. Face au capital mondialisé, il est indispensable de penser à ce niveau-là. Ceci sans céder aux sirènes du « patriotisme » d'une partie de la gauche, y compris décoloniale, en assumant qu'il faut effectivement « rêver » à nouveau, réinventer nos puissances collectives, aider à co-construire les souverainetés populaires à plusieurs échelles (dont l'échelle nationale, c'est certain) (14).

La situation est surdéterminée par le cataclysme – déjà en cours – que le bouleversement climatique fait peser sur l'humanité

leur·ses (salarié·es comme précaires) pourrait être une première boussole.

et qu'il faut tout repenser sur cette base. Le fameux *Programme de transition* (proposé dès 1938 par Trotsky) doit ainsi être repensé de fond en comble. C'est dans cette perspective que la Quatrième Internationale a versé au débat le *Manifeste pour une révolution écosocialiste – Rompre avec la croissance capitaliste*, texte validé par le dernier congrès mondial et fruit d'une élaboration collective internationale de plusieurs années (15). Les défis sont colossaux : il est urgent de « tirer le frein d'urgence », pour reprendre la belle formule de Walter Benjamin. Cependant l'ampleur des enjeux ne doit pas nous paralyser : comme le dit Daniel Tanuro, « il est trop tard pour être pessimistes » (16). Trump, Netanyahu, Macron, Poutine et leur monde sont capables du pire, sentons-nous capables de penser le meilleur ! ■

Le 18 janvier 2026

EN SAVOIR PLUS

De nombreux articles sont disponibles sur notre site concernant la situation au Venezuela.



13) Veronica Gago, *La puissance féministe ou le désir de tout changer*, Ed. Divergences, 2021.

14) Collectif, « Rêver en matérialistes internationalistes », *Contretemps web*, 10 mars 2025.

15) Le *Manifeste pour une révolution écosocialiste – Rompre avec la croissance capitaliste* est disponible dans diverses langues sur le site de la IV^e Internationale, et édité par La Brèche.

16) Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, Textuel, 2020.



Pouvoir algérien : incompétence, inconséquence, arrogance et répression !

Ce début d'année 2026 est mouvementé pour le pouvoir, avec un cumul d'improvisations et de tensions qui créent un état d'alerte. Une série d'événements sociaux et politiques mettent en exergue des contradictions structurelles et latentes dans la gestion des affaires gouvernementales et contredisent les discours triomphalistes du président.

Par
Nasser U Haddad

Au matin du 1^{er} janvier, les automobilistes algérien-nes se rendant dans les pompes à essence découvrent l'augmentation des prix des carburants. La décision a été prise en catimini, sans aucune annonce ni information. Même les réseaux sociaux par lesquels se lancent les alertes sont surpris ! Auparavant, une loi punitive et policière sur la circulation routière, qui rend les routiers exclusivement responsables des accidents mortels que connaissent les routes algériennes, avait été promulguée sans débat et sans explication ! Ces deux événements ont été suffisants pour déclencher une grève chez les transporteurs, ce qui a paralysé pendant plus d'une semaine le déplacement des voyageurs-ses, des étudiantes et particulièrement le transport des marchandises. D'autres décisions économiques prises à la hâte, souvent après des annonces triomphalistes du président, s'avèrent irréalisables dans la pratique financière du pays. Les institutions réagissent tardivement pour les appliquer. Ce fut le cas, par exemple, de la décision d'augmenter l'allocation touristique pour les voyageurs à l'étranger qui est passée de 100 euros à 750 euros par an (1). Mais son application a tardé et elle continue à provoquer des remous aux frontières !

1) L'allocation touristique est le montant maximal annuel de devises étrangères qu'un-e Algérien-ne peut obtenir au taux de change officiel pour voyager en dehors du territoire.

Ces décisions économiques ou sécuritaires, souvent prises sans études préalables, et le flou qui entoure le paysage institutionnel génèrent dans l'opinion le sentiment général que le pays avance sans vision claire. À ce contexte interne s'ajoute une diplomatie étrangère boiteuse et hésitante sur tous les dossiers – de la Palestine au Sahara-Occidental, des tensions à ses frontières du Sahel aux crises et aux bouleversements que connaît le Moyen-Orient, du rejet de sa candidature par les Brics au silence remarquable face à l'attaque violente des États-Unis contre le Venezuela, dans un

moment où la scène internationale est marquée par un retour manifeste à la logique impérialiste et prédatrice de la domination américaine. Ce sont autant de signes qui renforcent l'impression dans l'opinion publique que le pays s'apprête à vivre un avenir complexe.

Une loi, et une grève qui paralyse l'économie du pays

Alors que le régime policier tape d'une manière « préventive » à chaque velléité de protestation des travailleur-ses ou chaque grève syndicale, il n'avait pas anticipé l'ampleur de la protestation engagée par les transporteurs. Une nouvelle loi, rédigée en réaction à des accidents mortels et à un discours récurrent sur le « terrorisme routier », a suscité de vives réactions chez les routiers. Confrontés à la détérioration des infrastructures et aux coûts d'exploitation jugés très

élevés, les représentants du secteur ont vite réagi au nouveau texte jugé « déconnecté de la réalité ».

Une grève générale, qui a débuté le 1^{er} janvier, a paralysé le transport de marchandises et a mis en évidence la fragilité de nombreuses chaînes logistiques. Devant l'ampleur de la protestation et ses effets sur le quotidien des Algérien-nes, le régime a décidé d'ouvrir le dialogue, engager un recul vers des modifications de la loi. Ce qui constitue une première brèche dans l'édifice répressif et de fermeté dressé par le pouvoir.

Improvisation économique et financière...

Une autre improvisation qui apparaît aussi inapplicable dans l'immédiateté de sa promulgation se situe sur le plan financier. La Banque d'Algérie a ordonné aux banques commerciales de passer rapidement au numérique et de limiter les transactions en espèces aux seuls cas « exceptionnels et justifiés ». Si le but de cette ordonnance est d'instaurer plus de transparence dans les transactions financières et de réduire la portée de la sphère économique informelle, dans la pratique, cette note a provoqué une réaction immédiate des détenteurs de capitaux. La mesure a été retirée quinze jours plus tard, confirmant la résilience des circuits opaques et des pratiques de blanchiment. Techniquement, cette orientation place les opérateurs dans l'impossibilité de l'appliquer dans l'immédiat. La Banque a agi sans tenir compte du fait que l'argent liquide constitue la principale forme de transaction, et que les paiements électroniques sont encore peu répandus.

Nasser U Haddad

Nasser U Haddad est membre du Parti socialiste des travailleurs, suspendu, en Algérie.

Si cette mesure a suscité une vague de protestations, c'est parce que les concernés – les commerçants, les petites et grandes entreprises – ont jugé cette décision inapplicable et susceptible de « perturber leur activité quotidienne ». Cette dernière est basée en grande partie sur des pratiques informelles et illégales qui échappent aux contribuables. Face à cette résistance « passive », la Banque d'Algérie a officiellement fait marche arrière et accordé aux banques commerciales une marge d'appréciation fondée sur l'évaluation des « risques de chaque client ».

Ces deux mesures « correctives » reflètent clairement le lien étroit entre les pratiques frauduleuses dans les transactions financières et la composante de l'exécutif gouvernemental. Ce qui renforce la suspicion grandissante dans l'opinion.

De la « révision technique » de la Constitution

À ces tensions s'ajoutent des questionnements et une autre zone d'ombre après l'annonce, en fin d'année 2025, d'une révision constitutionnelle « technique », avant qu'elle ne soit reportée sans échéance précise. Aucune information sur le contenu et la nature de cette révision n'a été publiée sauf une « nécessité d'approfondir la question » comme justification officielle. Ce qui amplifie les doutes existants et le sentiment d'incertitude institutionnelle, dans un pays qui a connu de multiples modifications constitutionnelles successives au profit de la pérennité du régime, voire du président. Des voix dans les réseaux sociaux évoquent déjà, en qualité de sondeurs officieux, « la nécessité de prolonger le mandat du président » qui est, constitutionnellement, limité à deux.

Une diplomatie qui chavire en un discours souverainiste modéré

Au niveau international, on note un changement diplomatique. Contrairement à une tradition connue de fermeté et de réciprocité sur les questions de souveraineté et de rejet des ingérences, la présidence Tebboune-Chengriha (2) a observé un silence remarquable face à l'attaque violente des États-Unis contre le Venezuela, une attaque qui sape ce qui reste de la légitimité internationale, déjà bafouée, notamment en Palestine occupée. De même, sur cette dernière question ou encore sur la question syrienne et sur l'Iran qui connaît une révolte interne et subit les ingérences externes, la diplomatie algérienne reste

timide ou silencieuse. Ce qui est mis dans le registre du « nouveau réalisme » est en réalité un virage remarquable qui éloigne l'Algérie de « l'axe de résistance », aussi formel soit-il, pour se rapprocher de l'axe du mal impérialiste qui est sur le sentier de la guerre.

En effet, les récents votes au Conseil de sécurité des Nations unies ont contraint l'Algérie à des abandons stratégiques, notamment sur le Sahara occidental et la guerre à Gaza, piliers de son action internationale. Ces revirements ont entamé le crédit de son discours ultranationaliste en semant le doute sur sa sincérité et sur la capacité du régime à le mettre en œuvre. Ils ont suscité en son sein trouble et inquiétudes, rendus plus aiguës par la chute en Syrie de Bachar el-Assad, victorieux militairement de ses opposants mais victime, lui aussi, de son isolement et abandonné par l'allié russe – censé être également celui de l'Algérie. Un « allié » qui, déjà, lui avait préféré l'Éthiopie pour l'adhésion aux BRICS et avait choisi de soutenir les juntes sahéliennes hostiles à l'Algérie.

Ces chavirements contrastent toutefois avec un ton plus virulent à l'endroit du Maroc, de la France et des Émirats arabes unis. Ces derniers se sont mis sur le devant de la scène médiatique, dans le contexte d'un rééquilibrage des forces dans le Golfe. Certains médias, dans leur rôle de « sondeur et de faiseur d'opinion », se sont ouvertement interrogés sur la possibilité d'une rupture des relations entre l'Algérie et Abu Dhabi, dans un moment où les Émirats traversent une phase délicate dans leurs relations avec l'Arabie saoudite.

Chaque dossier, pris isolément, semble appartenir à des contextes différents. Mais leur combinaison, leur coïncidence et synchronisation ravivent des questions sur la capacité du régime à anticiper et à résister aux défis introduits par la nouvelle situation mondiale et aux nouveaux enjeux régionaux. Aucun de ces faits ne constitue en soi une rupture, mais ensemble, ils dessinent les contours d'une situation d'attente, où les décisions à venir seront observées au-delà des discours présidentiels triomphants.

Une loi antinationale pour déchoir les opposants algériens de leur nationalité

Sur le plan interne, le système répressif, mis en place depuis la fin du Hirak pour contrecarrer toute velléité de protestation, se renforce par d'autres artifices juridiques que le 87 bis. C'est le cas de la dernière loi permettant la « déchéance de la nationalité

algérienne d'origine » votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale algérienne. Une première dans le monde.

Pour justifier cette déchéance, la loi évoque le motif d'actes « portant atteinte à la sécurité ou à l'unité de l'État » et « la participation, y compris financière ou propagandiste, à des organisations terroristes ou subversives à l'étranger ». Doit-on rappeler que des centaines d'Algérien·nes crouissent en prison au titre de ce genre d'accusations élastiques et vagues. En réalité, par cette loi, le régime veut étendre la répression à toute voix dissidente, ce qui englobe de fait toute forme d'expression politique ou militante critique qui s'exprime particulièrement de l'étranger. Car l'étranger devient de plus en plus l'espace où tente de s'organiser toute critique et toute opposition au pouvoir. C'est le retour à la case départ où, dans le passé, Aït Ahmed, Boudiaf ou Mohammed Harbi, pour ne citer que ces figures des plus emblématiques, ont été obligés de s'exiler sans toutefois être déchus de leur nationalité.

Cela nous rappelle le régime nazi allemand, le premier régime dans le monde à avoir osé légiférer, avec la loi de « dénaturalisation », sur la déchéance de nationalité d'origine, avant d'être suivi par des régimes similaires comme celui de Vichy !

L'alibi d'une « menace extérieure » largement fabriquée

Cette loi prévoyant la déchéance de nationalité vise directement les opposant·es binationaux·ales, même quand leur nationalité algérienne est d'origine. En brandissant la « menace extérieure », elle a pour fonction première de conjurer les tensions au sein du régime par un discours nationaliste musclé qui fera mieux accepter les inévitables concessions futures face aux injonctions extérieures réelles. Celles-ci lui seront – ou sont déjà – dictées par son impuissance sur le plan international et sa fragilité interne.

La « menace extérieure » est incarnée désormais par le seul Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK). Les islamistes ne sont plus « dangereux », depuis leurs déboires au Moyen-Orient, notamment avec le recul de l'Iran incarnant « l'axe de résistance » depuis sa révolution de 1979. Il faut donc donner à ce mouvement ultra-minoritaire qu'est le MAK une importance qu'il n'a pas pour en faire un épouvantail. Cela lui

2) Abdelmadjid Tebboune est le président, depuis décembre 2019. Il a été « élu » de nouveau en 2024. Saïd Chengriha est le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.



offre l'occasion de caricaturer et de diaboliser les expressions contestatrices venant de Kabylie, cœur battant de la contestation en Algérie, pour les décrédibiliser et les neutraliser, en confondant toute posture politique contestataire avec ce mouvement.

C'est dans ce registre qu'il faut comprendre l'in vraisemblable interpellation policière de notre camarade Lyes Touati, membre de la direction du PST. Dans la forme, il est accusé d'être un élément du MAK

pro-sioniste et propagandiste du projet de l'autodétermination de la Kabylie. Pourtant dans les faits, ses positions, que tout le monde peut lire en suivant ses écrits sur les réseaux sociaux, sont tout le contraire et un positionnement pro-palestinien avéré. C'est dans le fond qu'il faut saisir cet arbitraire. C'est la politique de répression et l'arbitraire du pouvoir vis-à-vis de toute opinion venant de la population et des organisations politiques – qui restent par ailleurs dans l'expectative en termes d'actions – qui perdure et s'intensifie.

Mais cette répression, méprisant toute forme et tout bon sens politique, n'est pas totalement aveugle, venant d'un pouvoir sécuritaire connu pour son « professionnalisme » depuis le Ministère de l'Armement et des Liaisons générales jusqu'aux services de sécurité qui réussissent à faire et défaire les présidents.

Se posent alors des questions :

S'agit-il de l'excès de zèle et de l'amateurisme de la police locale ? Possible ! en effet, Lyes Touati est considéré comme un influenceur dangereux. Il est depuis longtemps dans le collimateur de la police sur différentes affaires de justice liées à son activisme. Mais, au-delà du simple arbitraire ou d'excès de zèle local, dans ce genre de situation, la « centrale » ne désavoue jamais publiquement, ou rarement, ses subordonnés locaux. Elle laisse faire en lavant son linge sale en catimini. De ce point de vue, la justice locale ira jusqu'au bout dans sa logique et on craint le pire. De toute façon, localement, il y a assez de points qui peuvent inspirer son arrestation : il « influence » notamment dans les questions environnementales. Ses prises de position et ses actions ont pu bloquer certains investisseurs locaux. Le climat répressif remplit bien sa fonction.

3) La crise berbère de 1949 à 1954 au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est une crise interne provoquée par le désaccord des militants avec la direction du parti sur la définition d'une Algérie arabe et musulmane et la place de l'élément berbère. Lire *La "crise berbère" de 1949, un conflit à plusieurs faces*, Amar Ouerdane, 1987, Édisud.

Tout capital en crise détourne l'attention des peuples en déployant une logique de purification interne. Ce projet politique est soutenu par une rhétorique de l'ennemi intérieur qu'il s'agirait d'éradiquer, comme on se doit de traiter un corps malade. Il faut ainsi éliminer les « impuretés » qui parasiteraient la nation et empêcheraient la libération de ses forces productives et provoqueraient sa perte.

Les forces néolibérales des pays sous-développés incorporent pour une bonne part les ambitions politiques des extrêmes droites des pays capitalistes avancées et gravissent progressivement l'échelle

du nationalisme et de l'autoritarisme, qui se traduisent par le développement de la surveillance, la traque aux récalcitrants, la criminalisation des mouvements sociaux, la restriction des droits civiques et le déploiement d'une rhétorique anti-progressiste constante.

Mais la crise que vit le néolibéralisme algérien n'est pas seulement économique dans ses difficultés à intégrer et à s'intégrer dans le marché mondial. Elle est surtout idéologique, une crise de représentation politique, une crise des institutions politiques et une crise des médiations entre l'État et les citoyens. Le pouvoir Tebboune/Chengriha crée une sorte d'État d'exception où tout est permis, jusqu'à l'absurdité. Ce qui compte, ce n'est pas le fond des accusations et des procès en cours. Dans le cas de Lyes Touati, c'est l'arbitraire kafkaïen qui va jusqu'à la caricature.

Sur le plan de la stricte forme juridique, faire du MAK et du « danger Kabyle » le spectre pour incriminer toute voix dissidente semble être le *leitmotiv* de l'appareil répressif. Car au même moment, on interdit à un autre militant du PST, Samir Larabi, la soutenance de sa thèse de doctorat parce qu'il traite aussi de la Kabylie et du projet MAK. Le lien entre les deux incriminés est de développer une analyse marxiste du poids de la Kabylie dans l'échiquier et dans l'histoire politique du pays. Cela nous ramène au traitement de la crise politique de 1949 qualifiée aussi de « berbéro-marxiste » (3).

Un projet de loi pour accentuer l'emprise du pouvoir sur les partis politiques

Le contrôle qu'exerce l'État algérien sur la vie politique se resserre. Pour couronner cet ensemble répressif, un projet de loi organique, adopté en conseil des ministres fin 2025 va bientôt être examiné par le Parlement. Il prévoit de durcir les conditions de création



Les informations concernant la campagne pour la libération de Lyes Touati.

et de fonctionnement des partis, dont les marges des manœuvres sont déjà restreintes.

Présenté comme une « modernisation » du cadre juridique et un moyen de rationaliser un paysage partisan fragmenté, le projet de loi introduit, entre autres, une limitation des mandats des responsables de parti, qui ne devraient pas dépasser deux mandats de 5 ans. Il impose également une participation électorale obligatoire aux formations politiques. Il relève les seuils de représentativité territoriale et renforce le contrôle administratif, réduisant considérablement leur autonomie et fragilisant davantage la pluralité partisane.

Inscrit dans le prolongement de l'amendement constitutionnel de 2020 – conçu par le pouvoir dans la foulée du Hirak de 2019 pour reprendre le contrôle sur le champ politique –, le texte veut transformer l'engagement militant et partisan en une activité soumise à une contrainte administrative permanente, où la survie d'un parti dépend de sa stricte obéissance aux règles édictées par l'État.

Voilà donc un ensemble de faits et événements politiques et juridiques qui donne un aperçu sur le projet de purification politique du pouvoir algérien. Projet qui a commencé après le Hirak et qui semble s'engager dans la durée, dans le sillage de l'arsenal répressif qui se met en place au niveau régional et au nouveau mondial. ■

Le 23 janvier 2026

EN SAVOIR PLUS

« Une loi antinationale pour déchoir les opposants algériens de leur nationalité », Ali Bensaad, 4 janvier 2026.



Dossier Serbie

Après l'effondrement de l'auvent à Novi Sad et la montée du soulèvement en Serbie, quasiment rien n'était couvert par les médias *mainstream*, ni même par les médias de gauche. On trouvait très peu d'informations sur ce qui se passait réellement sur le terrain. Quelles étaient les revendications des étudiant·es occupant les universités ? Pouvait-on qualifier le gouvernement de Vučić de régime autoritaire ? Quel avenir se dessinait pour ces luttes ?

C'est dans ce contexte qu'une délégation de la Gauche anticapitaliste (section belge de la IV^e Internationale), accompagnée de Lucien Perpette, s'est rendue en Serbie en mai 2025, afin de rencontrer les étudiant·es et les mouvements en lutte. Ce voyage présentait aussi un intérêt pour la IV^e Internationale, afin de construire des liens dans les Balkans.

La situation a évolué en Serbie : fin des occupations universitaires, présentation d'une liste aux élections et ouverture d'une phase extrêmement répressive à l'encontre du mouvement de contestation du régime. C'est ainsi qu'en octobre 2025, nous sommes reparti·es en Serbie en délégation de la IV^e Internationale (deux camarades du NPAA et deux de la Gauche anticapitaliste), afin de poursuivre le travail de construction de liens avec les camarades en lutte. Par la suite, une autre camarade du NPAA s'est également rendue sur place pour couvrir la grande marche du 1^{er} novembre 2025. Ces différents textes sont le résultat de ce travail collectif.

Crise de régime, dépendance impérialiste et luttes pour l'autodétermination

Depuis l'effondrement de la Yougoslavie au début des années 1990, la Serbie traverse une crise structurelle permanente. La destruction de l'État yougoslave n'a pas seulement produit de nouveaux États-nations : elle a ouvert la voie à un développement capitaliste accéléré, imposé sous pression impérialiste, qui a profondément reconfiguré les rapports de classe dans la région.

Par
Elena Fernandez Fernandez

Une colonie périphérique

La Serbie ne contrôle ni ses chaînes de valeur ni son appareil productif. Les privatisations massives menées depuis les années 1990 ont liquidé l'héritage de la propriété sociale yougoslave, transférant les richesses collectives vers des capitaux privés, majoritairement étrangers.

Dans ce cadre, la Serbie fonctionne comme un réservoir de main-d'œuvre bon marché, un espace d'extraction de valeur pour le grand capital, et un marché captif



Elena Fernandez Fernandez

Elena Fernandez Fernandez est membre de la Gauche anticapitaliste (Belgique).

Insérée dans l'économie mondiale capitaliste, la Serbie se situe dans une position typique de pays semi-périphérique. Sa position géographique stratégique au cœur des Balkans et aux portes de l'Union européenne en fait un espace de concurrence entre puissances impérialistes multiples : Union européenne, États-Unis, Russie, Chine, mais aussi monarchies du Golfe ou Royaume-Uni, etc.



pour les investissements impérialistes. L'absence de souveraineté économique n'est pas un accident : elle est la condition même de son intégration subordonnée au capitalisme mondial.

De la restauration capitaliste à la recomposition autoritaire

La transition capitaliste, notamment sous Milošević, s'est accompagnée d'un effondrement social : chômage massif, explosion des inégalités, corruption généralisée, destruction des protections sociales. La promesse libérale d'une démocratie prospère n'a jamais été tenue, car elle reposait sur une illusion : celle d'un capitalisme périphérique « gagnant ».

Cette impasse a créé les conditions matérielles de l'émergence d'un régime autoritaire-néolibéral. Aleksandar Vučić, président depuis 2017, n'est pas une anomalie, mais le produit politique de cette séquence historique.

Parler de « régime » est ici essentiel. Le pouvoir ne se limite pas au gouvernement ou à la présidence : il s'étend aux médias, à la justice, aux syndicats jaunes, à la police, aux processus électoraux, aux médecins et avocats etc. Le Parti progressiste serbe (SNS) agit presque comme un parti totalitaire, organisant un système clientéliste où l'accès à l'emploi, aux aides sociales ou aux ressources publiques est conditionné à la loyauté politique.

Élections, mobilisations et crise de régime

Face à ce régime, des mobilisations importantes ont émergé, portées notamment par la jeunesse, les étudiant·es et des secteurs populaires. Elles ont pris des formes distinctes selon les territoires, révélant des dynamiques sociales et politiques différenciées.

À Novi Sad, centre universitaire et ville historiquement intégrée aux circuits économiques européens, le mouvement étudiant s'inscrit dans une contestation directe de l'autoritarisme, de la corruption et de la destruction des services publics. Il exprime une politisation générationnelle, ancrée dans des revendications démocratiques et sociales.

À Novi Pazar, la dynamique est d'une autre nature. Située dans le Sandžak, région historiquement marginalisée, à majorité bosniaque musulmane, Novi Pazar porte une mémoire lourde : exclusion économique, discriminations politiques, violences symboliques et matérielles héritées des guerres yougoslaves et du nationalisme d'État serbe.

Les mobilisations qui s'y développent aujourd'hui ne relèvent pas seulement d'une contestation sociale, mais d'un processus de réparation historique et de rapprochement politique. Le fait que des étudiant·es et militant·es de Novi Sad et de Novi Pazar convergent constitue un événement politique majeur : il rompt avec des décennies de fragmentation ethnique, religieuse et régionale entretenue par les élites au pouvoir.

Cette convergence exprime une remise en cause concrète du nationalisme comme

instrument de domination de classe. Elle pose, de manière embryonnaire mais réelle, la possibilité d'une autodétermination démocratique et sociale transversale, dépassant les divisions identitaires héritées de la dislocation yougoslave.

La contradiction électorale et la crise de régime

Une partie de l'opposition mise sur la voie électorale pour affaiblir ou renverser le régime. Cette stratégie se heurte cependant à une contradiction structurelle. Même en cas de majorité populaire hostile au pouvoir, le contrôle du processus électoral par l'appareil d'État rend toute alternance hautement instable.

Achat de voix, pressions économiques, fraude, contrôle du dépouillement : les élections fonctionnent davantage comme un mécanisme de légitimation que comme un instrument réel de souveraineté populaire.

La question décisive demeure : que se passerait-il si le régime refusait le verdict des urnes ? Ce régime est en crise, il ne parvient plus à assurer la reproduction stable de son pouvoir.

Même une défaite électorale de Vučić ne signifierait que la chute d'une figure centrale, non l'effondrement du régime. L'État, l'appareil répressif, les structures économiques et les alliances internationales resteraient en place.

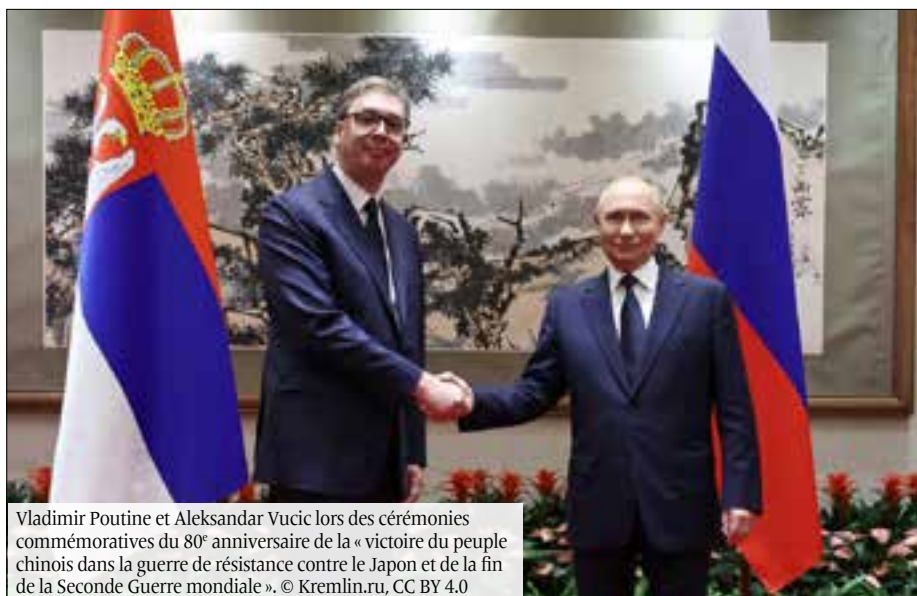
Vitrine internationale

L'organisation de l'Expo 2027 à Belgrade constitue un autre élément central de la stratégie du régime. Présentée comme une opportunité d'attractivité internationale et de « développement économique », l'Expo s'inscrit en réalité dans une logique déjà éprouvée de projet profondément opaque et autoritaire.

À l'image du *Belgrade Waterfront*, ce type de méga investissement sert de prétexte à une mobilisation massive de fonds publics, à des procédures d'exception et à une suspension de fait du contrôle démocratique. Les grands projets urbains sont retirés du débat parlementaire et citoyen, confiés à des partenariats public-privé opaques, souvent liés à des capitaux étrangers et à des cercles proches du régime.

Ce genre de projet permet la canalisation de ressources publiques vers des entreprises privées, un marché sans transparence, la spéculation et la consolidation de réseaux clientélistes reliant le régime avec les capi-

“La Serbie ne contrôle ni ses chaînes de valeur ni son appareil productif.”



Vladimir Poutine et Aleksandar Vucic lors des cérémonies commémoratives du 80^e anniversaire de la « victoire du peuple chinois dans la guerre de résistance contre le Japon et de la fin de la Seconde Guerre mondiale ». © Kremlin.ru, CC BY 4.0

taux transnationaux et les acteurs locaux. Le régime cherche comme ça à se présenter comme moderne et fréquentable.

Et les conséquences pour la population serbe sont graves, ce genre de projet mène à des expulsions de quartiers populaires et la destruction d'espaces publics. Mais aussi à l'endettement du pays et donc à la précarisation de la classe travailleuse serbe.

La construction de la gare de Novi Sad pour prolonger la nouvelle route de la soie s'inscrit dans cette même logique. Un projet qui par nature est là pour faire croître le capital chinois et permettre son extension dans le marché européen. L'effondrement de l'auvent de la gare a tué 16 personnes et a déclenché un mouvement de rupture avec la corruption du régime de Vučić.

Balkans, impérialisme et alternatives

La situation serbe s'inscrit dans une dynamique régionale plus large. Les

Balkans sont un espace fragmenté, maintenu dans une instabilité permanente par les impérialismes concurrents. Ni l'Union européenne, ni la Russie, ni la Chine ne proposent une émancipation réelle : chacun cherche à sécuriser ses intérêts économiques et géopolitiques.

Une alternative intéressante à creuser serait une union des Balkans, par ses conditions d'oppression capitaliste similaires. Une émancipation économique de la Serbie pourrait être viable par cette voie.

La Serbie ne peut pas du jour au lendemain déclarer qu'elle ne sera plus le terrain de l'extractivisme, du blanchiment d'argent et du commerce inégal. Car d'un côté elle ne détient pas les modes de production primaire et de l'autre la pression externe sur le pays serait tellement dure qu'elle ne tiendrait pas longtemps. Le capital a beaucoup trop à gagner en Serbie : du lithium, du bore, sa position géographique, sa main-d'œuvre bon marché...

“Les Balkans sont un espace fragmenté, maintenu dans une instabilité permanente par les impérialismes concurrents.”

Perspectives de lutte : au-delà du changement de personnel politique

La question centrale n'est donc pas seulement « qui gouverne », mais quelle classe gouverne et pour quels intérêts. La lutte contre le régime serbe ne peut se limiter à une alternance électorale. Elle pose la nécessité d'une organisation populaire indépendante, capable de combiner luttes sociales, démocratiques et anti-impérialistes.

Dans un contexte de crise de régime, les urnes peuvent être un terrain de confrontation, mais elles ne suffisent pas. L'autodétermination réelle implique une rupture avec la dépendance impérialiste, le clientélisme capitaliste et l'appareil répressif de l'État.

Ce qui se joue aujourd'hui en Serbie est une rupture avec le gouvernement de Vučić, mais la question reste ouverte : les mobilisations seront-elles en capacité d'aller vers une rupture réelle avec le régime et vers un rapprochement avec les autres luttes dans les Balkans ? ■

Le 11 janvier 2026

Une mobilisation populaire en régime autoritaire

Les débats stratégiques qui traversent la gauche serbe

Au cours de l'année écoulée, la Serbie a été traversée par une mobilisation – principalement étudiante – d'une ampleur inédite depuis la chute de Milošević.

Le mouvement conteste l'absence de démocratie, la corruption et les pratiques autoritaires du pouvoir en place.

Par
Elias et Gin Vola

Dirigé par le SNS (1) depuis 2012, mais participant au gouvernement depuis les années 2000, le pouvoir en place figure parmi les principaux responsables du processus de transition vers le néolibéralisme et les privatisations qui ont suivi l'effondrement de la République fédérale de Yougoslavie. La mobilisation étudiante commencée en novembre 2024 s'est heurtée à un régime autoritaire, contrôlant

les médias du pays, s'appuyant sur le soutien des partis locaux représentant les minorités nationales et sur des mécanismes de corruption enracinés. Dans un pays où une partie importante de la population active travaille directement ou indirectement pour l'État, l'adhésion au parti du président Aleksandar Vučić et la participation à ses meetings est imposée pour l'accès à l'emploi et au logement, ainsi que pour garder son poste dans le secteur public. Vladimir Simović explique :

Les manifestations contre le régime sont devenues quasi quotidiennes en Serbie

Elias et Gin Vola

Elias et Gin Vola sont membres de la commission internationale du NPA-L'Anticapitaliste, organisation membre de la IV^e Internationale. Gin Vola est membre de la direction du NPA-A.

depuis 2016, lorsque des hommes masqués ont démolé des bâtiments pendant la nuit dans le quartier Savamala de Belgrade afin de faire place au « Belgrade Waterfront », un projet immobilier phare étroitement lié au Parti progressiste serbe (SNS) au pouvoir. Cet événement symbolisait l'impunité et la collusion entre la politique et

1) Parti libéral-conservateur, membre du Parti populaire européen mais entretenant des rapports étroits avec la Russie, y compris par l'intermédiaire du SPS, ancien parti de Milošević financé par le pouvoir russe et principal allié du SNS.



les affaires qui caractérisent aujourd'hui le système (2).

Depuis, les vagues de mobilisation contre le gouvernement se succèdent périodiquement. En 2019, puis en 2023, les étudiant-es ont manifesté contre les fraudes électorales. Cependant, si en 2023 Vučić avait décrété des élections anticipées, il refuse désormais, face à la ténacité du mouvement étudiant et au soutien populaire qu'il rencontre dans le pays.

C'est là le signe de la crainte d'une perte de popularité du régime, renforcée par la dégradation des services publics et les difficultés à envisager un avenir socio-économique pour la Serbie. Placée au 9^e rang du classement mondial par perte de population, la Serbie fait face à une vague constante d'émigration favorisée également par les accords signés avec l'Allemagne qui ouvrent les frontières aux travailleur-ses non qualifié-es ainsi qu'aux professionnels de santé. Si un pays qui perd sa jeunesse est un pays sans avenir, c'est bien aujourd'hui cette jeunesse qui a fait irruption sur la scène politique pour tordre le cou à cette histoire écrite sans elle.

Chronologie d'un mouvement historique

Le 1^{er} novembre 2024, l'effondrement de l'auvent de la gare de la seconde ville du pays, Novi Sad, provoquant le décès de 16 personnes – dont des enfants –, suscite une vague de colère à travers le pays et entraîne les premières mobilisations. Ce drame dans une nouvelle gare financée par des capitaux étrangers, dévoile l'iniquité du gouvernement autant que de sa propagande, centrée sur une Serbie tournée vers le progrès grâce aux investisseurs. Il est évident aux yeux de tous que la corruption a été telle que les normes de sécurité les plus basiques sont passées à la trappe.

La mobilisation débute dans les centres universitaires, principalement à Novi Sad et Belgrade. Les professeur-es se mettent en grève en nombre et les étudiant-es initient des blocages de leurs lieux d'étude. Fin novembre, l'agression d'étudiant-es et de professeur-es par des nervis du régime à la Faculté des arts

2) Vladimir Simović, « From Grief to Resistance: One Year On, How Students Sustained Serbia's Broadest Protest Movement », 1^{er} novembre 2025, *Transform Network*.

3) Anja Ilić, « Šta možemo da naučimo iz klasne (ne) solidarnosti », 19 septembre 2025, *Kontranapad*.



« Vous avez du sang sur les mains », le slogan initial du soulèvement. © Wikimedia Commons / SergioOren

dramatiques de Belgrade a le contraire de l'effet recherché. L'indignation qui en résulte sonne le coup d'envoi de l'extension de la mobilisation à la majorité des universités du pays. Cette fois-ci, les étudiant-es occupent leur faculté. Contrairement au passé, où Vučić optait pour l'es-soufflement du mouvement par lui-même, l'échec de la répression témoigne du début d'une mobilisation exceptionnelle.

Le développement du mouvement étudiant

Le mouvement étudiant construit assez rapidement une plateforme de quatre revendications qui évoluera très peu au cours des premiers mois : une enquête transparente sur les causes de l'accident ; l'identification et la poursuite en justice des personnes qui ont agressé des étudiant-es et des professeur-es ; l'abandon des poursuites contre les manifestant-es détenu-es ; une augmentation de 20 % du financement des universités publiques.

À partir de là, la mobilisation étudiante n'aura de cesse de croître et d'agréger d'autres pans de la population jusqu'aux immenses manifestations de la mi-mars. Entre 5 et 10 % de la population serbe se serait rassemblée dans les rues de Belgrade. C'est aussi le début d'un saut qualitatif dans la répression pratiquée par le régime : passage à tabac des manifestant-es, arrestations préventives et sans mobiles. Le gouvernement aurait aussi

utilisé ce même jour un canon à son, dit « long-range acoustic device ». La diffusion de ce son dans la ville, qui produit des douleurs intenses, de la désorientation et des troubles auditifs, crée une vague de panique parmi les manifestant-es.

Anja Ilić, militante du parti d'extrême gauche Marks21, caractérise ainsi cette étape : « Le tournant s'est produit après la manifestation du 15 mars, un moment révélateur tant pour le mouvement de

masse que pour le régime. La masse des militant-es a alors constaté de visu qu'il existait une limite que les étudiant-es n'étaient pas prêts à franchir : la confrontation directe et violente avec le régime, même avec des centaines de milliers de personnes dans les rues. Le régime, quant à lui, a constaté que certaines forces

"critiques" au sein du mouvement, comme la classe ouvrière organisée et les (anciens) militaires, n'étaient pas prêtes pour une grève générale ni pour une confrontation directe avec les autorités de l'État » (3).

La manifestation du 15 mars coïncide avec le pic de la mobilisation, mais ne signifie pas pour autant la fin d'un mouvement qui remue la société serbe en profondeur. Les étudiant-es opèrent dès lors un premier virage stratégique en tentant de forger de nouvelles alliances avec d'autres composantes de la société. Iels lancent notamment un appel à organiser des assemblées locales (*zborovi*) dans le pays. C'est aussi vers le mouvement syndical organisé qu'iels se tournent, en faisant leur l'une des deux

“Entre 5 et 10 % de la population serbe se serait rassemblée dans les rues de Belgrade.”

revendications principales du mouvement syndical serbe : le rétablissement d'un droit de grève effectif et d'un code du travail restaurant des garanties sociales fortes, héritage du socialisme yougoslave. Les cinq principales confédérations du pays forment alors une plateforme commune à l'occasion du 1^{er} mai 2025 où une manifestation conjointe est organisée.

Les limites du mouvement

Si le 1^{er} mai est un succès, probablement le plus grand depuis des décennies, la convergence avec le mouvement étudiant fait long feu. Les revendications syndicales continuent de faire partie du répertoire des étudiant-es, mais le mouvement syndical n'organise pas de grève ou ne cherche pas à se lier plus en profondeur avec le mouvement. Par ailleurs, en pratique, les secteurs du salariat ayant réellement participé sont principalement restreints à l'éducation, une partie de la santé, et quelques autres catégories comme les livreurs ou les avocats. Le cœur ouvrier du pays n'y participe pas en tant que travailleur-ses.

Tarom Rukeci Milivojević, dirigeante du syndicat UGS Nezavisnost et militante antifasciste engagée pour les droits des migrants, nous dira : « Il n'y a aucune élaboration stratégique au sein du syndicat vis-à-vis du mouvement, si ce n'est la réforme du système du droit du travail et la législation de la grève ». Un autre facteur explicatif est à chercher dans l'emprise du régime sur le monde du travail, en particulier dans le secteur public. Quant au secteur privé, la répression patronale y est féroce. La participation des travailleuses et travailleurs au mouvement a ainsi surtout pris des formes citoyennes.

Et même quand la grève était réelle et large, comme dans l'éducation, d'autres obstacles se sont imposés. Irenom Ristić, professeure à l'université et syndicaliste raconte : « Quand je repense aux derniers mois, la grève a été mal coordonnée avec les étudiant-es et, dans de nombreuses facultés, elle a même tardé à démarrer, car les étudiant-es craignaient qu'elle ne compromette les blocages, compte tenu du minimum légal de travail. À la Faculté de droit, nous avons obtenu le soutien total de l'assemblée plénière, mais nous avons longuement négocié avec les étudiant-es, pendant près de deux ou trois semaines, jusqu'à ce que tous les détails soient clarifiés. Cela ne s'est pas produit dans toutes les facultés. Ce manque de coordination et la crainte que la grève ne brise le blocus, notamment en raison de la période des examens, ont engendré un long processus. Il me semble que cette hésitation a permis au gouvernement d'obtenir d'un seul décret un résultat significatif : diviser profondément le corps enseignant et les étudiants et étouffer toute contestation ultérieure » (4).

L'essoufflement

Cette convergence échouée, ou plutôt inachevée, sera le corollaire d'une réorientation stratégique du mouvement étudiant. Celui-ci décide de monter une liste électorale étudiante et de confronter le parti au pouvoir sur le plan institutionnel. Nous y reviendrons.

Pour autant, fin juin, un rebond

surprise de la mobilisation remet une pièce dans la machine. D'importants blocages de routes ont lieu les 28 et 29 juin. Cette fois encore, la répression passe un cap. Natalya, étudiante engagée de la faculté de Philosophie, nous racontera : « la répression a fortement augmenté en intensité. Des attaques contre les étudiant-es par des groupes violents liés au régime se sont multipliées. Les arrestations sont devenues massives. On a aussi observé des kidnappings de manifestant-es ».

Les blocages partiels continuent tout l'été, allant de pair avec une répression de plus en plus féroce. Des criminels liés à la pègre serbe sont de plus en plus sollicités par le gouvernement, que ce soit pour attaquer les manifestant-es ou protéger les nombreux locaux du parti SNS... Le corps enseignant subit une répression terrible : « Au début de l'été, les directeurs qui refusaient de participer à la répression de leurs employés ont été licenciés, et cette situation perdure. Les contrats à durée déterminée de nos collègues qui soutenaient les revendications des élèves et des enseignants n'ont pas été renouvelés » (5).

Fin juin, la répression a fortement augmenté : des attaques contre les étudiant-es par des groupes violents liés au régime, des arrestations massives, des kidnappings de manifestant-es.

Après 10 mois d'une lutte intense, à la rentrée de septembre 2025 la dynamique du mouvement étudiant s'est finalement essoufflée, sous les coups de la répression. Début novembre 2025, la manifestation commémorative de l'accident de Novi Sad s'est accompagnée de nombreuses arrestations.

Modes d'action et aspects politiques de la mobilisation

L'inventivité dont a fait preuve le mouvement étudiant au cours de cette année de lutte est riche. Il est utile de revenir sur certains de ses aspects. En premier lieu, les *Sborovi*, qu'on peut traduire par « assemblées » : à partir du 15 mars, les étudiant-es vont tenter d'étendre hors des lieux d'étude les assemblées organisées dans les universités occupées. Natalya, déléguée dans la « Sbor Unit » de son université occupée nous décrit ainsi la dynamique : « l'appel c'était de



Belgrade accueille les étudiant-es marcheurs à la veille de la manifestation du 15 mars. © Emilija Knezevic / CC BY 4.0

4) Interview d'Irenom Rist, « Štrajk mora da probudi ostatak društva », 27 juillet 2025, *Kontranapad*.
5) *Ibid.*



se rassembler et s'organiser partout contre le régime. S'organiser avec les personnes ordinaires. L'esprit était : c'est localement qu'on discute et qu'on décide». Et le succès sera réel. Des assemblées de divers types vont naître dans les quartiers. Les habitant-es s'organisent à partir d'applications comme Viber et se rencontrent dans des lieux publics, devenant visibles dans la ville. Dans certains quartiers, les militant-es ont réussi à recenser jusqu'à 10 % des habitant-es du lieu qui étaient inscrit-es dans ces groupes. Les personnes s'y réunissaient principalement pour discuter des problèmes locaux et organiser des actions collectives : il s'agissait en quelque sorte de forums d'action permanents.

Natalya et son équipe en ont recensé 152 à travers le pays. Néanmoins ils ont rencontré des difficultés pour obtenir une cartographie précise à mesure qu'on s'éloignait de Belgrade. Cela renvoie au manque de coordination des assemblées locales entre elles, qui a souvent été évoqué par nos camarades sur place. Autre difficulté soulignée : excepté dans l'éducation, les *Sbors* n'ont jamais réussi à franchir les frontières des entreprises et des administrations, tout comme le mouvement a eu du mal à percer dans les catégories les plus ouvrières et les plus populaires, la crise de légitimité de Vučić se manifestant surtout au sein des couches intermédiaires du salariat.

La structuration à la base

Les *Sbors* ont alors fini eux aussi par s'éteindre progressivement. Natalya pense que pour l'éviter il aurait fallu « obtenir une reconnaissance légale des *Sbors*. Par exemple si 10 % des électeurs locaux "valident" la création d'un *Sbor*, cela lui ouvrirait des prérogatives réelles. Si les gens ont l'impression que ça peut avoir un impact concret, cela favoriserait une participation plus large ».

Un autre point d'appui fondamental du mouvement a été sa capacité à pouvoir s'adresser à tout le pays. Iels y sont notamment parvenu-es en organisant des longues marches à travers tout le pays jusqu'au plus petit village. Le mot d'ordre

était « un étudiant, un village ». Vladimir le décrit ainsi : « ils ont littéralement sillonné la Serbie à pied, traversant villes et villages, pour aller à la rencontre des habitants. Nombre de ces communautés n'avaient pas vu de personnalité politique depuis des décennies, voire jamais. Ce contact direct a été déterminant. Il a brisé le monopole des médias contrôlés par le régime sur le discours dominant et a permis à la population d'entendre le message du mouvement sans filtre » (6).

Lors du regain de mobilisation de fin juin 2025, certains secteurs du mouvement ont aussi décidé de lancer un Front social.

Il s'agissait principalement de regrouper les secteurs salariés et étudiants les plus déterminés et, en particulier, les plus convaincus de la nécessité de recentrer le mouvement vers des revendications sociales. À la création du Front, des travailleur-ses issu-es de l'éducation, de la poste, des agriculteurs, des travailleur-ses sociaux,

de la justice, de la culture et de la santé, entre autres, se sont coalisé-es en ce sens. Si les objectifs de ce Front social sont bien de maintenir une logique de lutte politique contre le régime par la grève et la mobilisation de rue, il ne souhaite pas se couper pour autant de la liste étudiante : « le Front social offre à ses participants la possibilité d'identifier les principaux problèmes de leurs secteurs respectifs et de proposer des solutions dans le cadre du Programme

minimum. Ce document permettrait à la liste étudiante de concrétiser au mieux le programme électoral » (7).

Enfin, un aspect aussi important que problématique mérite d'être souligné. La persistance d'un racisme anti-Kosovar qui s'est exprimé avec constance durant toute la mobilisation. Des pancartes racistes à la présence du courant nationaliste au sein du mouvement, en passant par la participation des vétérans de guerre, le Kosovo reste un tabou dangereux. Tous les militant-es et partis politiques que nous avons rencontré-es le reconnaissent. Mais tous jugent aussi que, à l'état actuel, ouvrir le sujet fracturerait trop profondément le mouvement.

Débouché électoral et enjeux stratégiques

L'hétérogénéité politique du mouvement étudiant a sans doute constitué un levier, dans la mesure où il a rendu possible une mobilisation de masse. Parallèlement, elle a contribué à en limiter la portée politique. La difficulté à trouver un accord avec les partis politiques d'opposition n'en est qu'un symptôme. La faiblesse de la société civile serbe était déjà manifeste dans la difficulté à exercer une pression sur le gouvernement pour contrer la répression du mouvement étudiant. Elle s'accompagne de la faiblesse des partis politiques, discrédités par l'expérience des gouvernements de coalition des années 2000 et 2010, payant le prix du contrôle des médias par le parti au pouvoir et faisant face à des obstacles organisationnels de poids.

“ À partir du 15 mars, les étudiant-es vont tenter d'étendre hors des lieux d'étude les assemblées organisées dans les universités occupées. ”



Université de Belgrade. © Александр Сигаичев / CC0

6) *Op. cit.* : Vladimir Simović, « From Grief to Resistance ».

7) Miloš Bokun, « Staze i bogaze Društvenog fronta », 30 juillet 2025, *Kontranapad*.

Les bases militantes sont réduites, ce qui entrave la capacité de mobilisation et d'établissement de contacts constants avec la population. En ce sens, la pratique des marches adoptée par les étudiants-e a été un moyen important de politisation : « En général, les étudiant-es se sont révélés capables de mobiliser certains des plus grands rassemblements politiques que le pays ait connus » (8).

C'est dans ce contexte que se fait le choix de concentrer l'activité du mouvement sur la question électorale. « Nous pensons que la démocratie est la seule voie appropriée pour résoudre une crise politique de cette

ampleur, et nous appelons donc la population à soutenir la liste électorale à laquelle les étudiant-es qui bloquent tous les établissements d'enseignement supérieur sur le territoire serbe accorderont leur

confiance, afin que la vérité prévale dans la balance de la justice. » (9). Le mouvement étudiant se présente ainsi comme facteur d'unité pour réaliser un changement politique, en s'appuyant sur les élections comme instrument pour prouver le manque de légitimité du régime en place et de son système de pouvoir politico-économique, car « lorsque les institutions refusent systématiquement d'agir conformément à la loi, les élections restent le seul moyen pour les citoyens de modifier pacifiquement l'équilibre des pouvoirs et de permettre au système de fonctionner » (10). Fin décembre 2025, les étudiant-es ont récolté les signatures en soutien de leur liste. La démarche n'a pas de valeur légale, mais se veut une forme de légitimation : loin de concevoir les élections comme un objectif politique en soi, le mouvement y voit un moyen de pression sur le régime.

Le débouché électoral n'exclut d'ailleurs pas d'autres formes d'organisation et de pratique politique démocratique. L'expérience de la démocratie directe et délibérative n'est pas abandonnée, en dépit des limites qu'elle rencontre actuellement, la difficulté à atteindre une adhésion de masse et les moyens de contrôle et de répression dont dispose le régime. À ce

propos, un professeur et syndicaliste à l'Université de Belgrade, engagé dans le mouvement, soutient la démarche électorale par la légitimité que lui donne le soutien populaire de masse : « La démocratie directe est une idée noble et intéressante, mais dans la pratique, dans une société pré-démocratique et autoritaire comme la nôtre, elle ne fonctionne tout simplement pas. Nous avons très vite constaté qu'il était facile d'infiltrer même les assemblées étudiantes, que quelques personnes bruyantes pouvaient prendre le contrôle du discours tandis que la majorité se lassait. Dans de telles conditions, le régime peut facilement faire traîner

les processus et recueillir des informations. [...] La démocratie directe n'a donc pas échoué à cause de certaines critiques, mais parce que dans une société comme la nôtre, il s'agit d'une expérience sociale dangereuse qui nécessite des changements radicaux

que le peuple ne soutenait pas. Le peuple a soutenu la satisfaction des revendications des étudiants dans le cadre de la démocratie représentative prévue par la Constitution » (11).

Le débat continue

Au sein de la gauche radicale, certains voient dans le choix électoral l'impasse du mouvement : « La liste étudiante devrait constituer un compromis entre les courants libéral et nationaliste et s'articuler autour d'un programme visant à remédier aux causes du mécontentement des citoyens, à savoir le peuple serbe. À cet égard, elle n'offrira rien qui ne figure déjà dans les programmes préélectorales des partis d'opposition depuis l'instauration du multipartisme » (12).

Le Green Left Front (ZLF), membre du Parti Vert Européen, identifie quant à lui deux axes de coopération avec le mouvement étudiant : une coopération dans le contrôle des bureaux de vote – le bourrage d'urne et l'achat de votes étant des pratiques massives du régime ; l'anticipation de l'organisation de masse au cas où l'opposition gagnerait les élections et que le gouvernement rejetterait le résultat des urnes.

L'urgence de la chute de Vučić comme ouverture politique est également mise en avant par Solidarnost (13) : « Le programme que les étudiant-es sont en train d'élaborer comportera inévitablement des défauts, tout comme leur liste électorale sera idéologiquement diversifiée. Ce qui importe le plus, c'est que le mouvement lui-même ne se taise pas. Les groupes progressistes ont déjà commencé à former le Front social, un réseau informel d'organisations, de syndicats et d'une partie de la base étudiante et militante. Les problèmes structurels de la Serbie ne peuvent être résolus du jour au lendemain. Mais un changement de régime pourrait au moins créer les conditions propices à un progrès démocratique. Si les manifestations et leur structure organisationnelle sont écrasées, la répression sera brutale et le message clair : ne recommencez jamais. Mais si elles perdurent, la porte vers un avenir différent – plus juste, plus démocratique et plus humain – restera ouverte » (14).

Il semble dès lors nécessaire de ne pas fracturer l'unité du mouvement : « Comme beaucoup de mouvements sociaux avant lui, le soulèvement serbe est idéologiquement fluide : il s'agit d'un vaste camp qui englobe tout, des conservateurs aux radicaux, de la gauche à la droite. Pourtant, pour l'instant, il reste la seule force vivante capable de défier le régime autoritaire, néolibéral et nationaliste de Vučić. » (15). Les alliances nouées par le mouvement étudiant avec des groupes sociaux différents, ainsi qu'avec les luttes environnementales anti-extractivistes, en font « un espace politique ouvert et contesté – un espace qu'il ne faut pas abandonner, mais activement façonner. Il s'agit désormais de s'organiser et de lutter pour une articulation politique qui place la démocratie, l'égalité et la justice sociale au cœur de son combat » (16). ■

Le 11 janvier 2026

8) Ibid.

9) Communiqué du 5 mai 2025 publié sur *Blokade*.

10) « "Declare Victory": Students to Canvass 89 Cities for Parliamentary Elections », 26 décembre 2025, *Mašina*.

11) « Stevan Filipović: U vanrednom stanju ne možemo imati normalan univerzitet », 1^{er} octobre 2025, *Nezavisnot*.

12) « Teze za obnovu pokreta », 1^{er} novembre 2025, *Kontranapad*.

13) Parti de gauche radicale, membre observateur de la Gauche Européenne

14) Vladimir Simović, « Serbia's Student Movement Is Still Going Strong », 29 juillet 2025, *Rosa Luxemburg Stiftung*.

15) Op. cit. : Vladimir Simović, "From Grief to Resistance".

16) Op. cit. Vladimir Simović, « Serbia's Student Movement Is Still Going Strong ».



« Les médias indépendants ont joué un rôle crucial dans la documentation et la visibilité du mouvement étudiant »

Face aux menaces contre la liberté de la presse en Serbie, et en particulier la pression étatique, une coalition s'est créée pour revendiquer et agir pour une information indépendante.

Entretien avec
Tamara Filipovic Stevanovic

Quelle est la situation de la liberté de la presse en Serbie et comment fonctionne le système médiatique public ?

La liberté de la presse en Serbie est en grave déclin : les menaces, le harcèlement et les agressions sont fréquents, et la protection institutionnelle est de moins en moins fiable. En 2025, NUNS a enregistré 371 cas de pressions, d'agressions et de menaces à l'encontre de journalistes (dont 113 agressions physiques et 165 menaces), et les plateformes internationales de surveillance ont reflété la même tendance, confirmant que la Serbie fait partie des environnements les plus risqués pour les journalistes en Europe. Officiellement, le paysage médiatique est pluraliste, mais dans la pratique, l'influence politique s'exerce par le biais d'une combinaison de mécanismes : pression sur les institutions et les régulateurs clés, opacité des dépenses publiques et du cofinancement des projets, pression via les entreprises liées à l'État et la publicité, et campagnes soutenues visant à délégitimer les reportages critiques.

Ces pressions sont amplifiées par un marché des médias affaibli, souvent à peine fonctionnel, et par des conditions de travail précaires, qui renforcent la dépendance des médias à l'égard de sources de financement pouvant facilement devenir des outils d'in-

fluence. Lorsque les revenus sont instables et les droits du travail fragiles, les rédactions deviennent plus vulnérables aux mesures « disciplinaires » telles que les licenciements, les réaffectations ou les changements de règles internes. Cela est également évident dans les médias de service public, qui ne remplissent pas leur mission d'intérêt public : les journalistes et les rédacteurs qui tentent de résister à la pression ou d'insister sur les normes professionnelles sont trop souvent confrontés à des procédures disciplinaires et à d'autres formes de représailles, ce qui envoie un message dissuasif à l'ensemble de la profession.

Les pressions liées à la propriété restent également importantes à plus grande échelle, en raison de la concentration, des relations opaques et des intérêts commerciaux teintés

« Les médias indépendants sont parmi les plus fiables (40 à 50 % de confiance), alors que la confiance globale dans l'actualité en général n'est que de 27 %. »

de politique. À mesure que le marché se rétrécit et que les structures de propriété se rapprochent des centres de pouvoir, les rédacteurs en chef et les journalistes se heurtent de plus en plus à des « lignes rouges » informelles, tandis que les articles clés sont minimisés, relativisés ou écartés de l'ordre du jour.

Une évolution particulièrement alarmante est le retour de l'État, par le biais d'entreprises publiques, dans la propriété des médias. Telekom Srbija, une entreprise publique, possède ou contrôle désormais une vingtaine de médias, et l'impact sur la politique éditoriale est de plus en plus visible depuis l'année dernière. La surveillance numérique constitue une nouvelle dimension particu-



Tamara Filipovic Stevanovic

Tamara Filipovic Stevanovic est la secrétaire générale de l'Association indépendante des journalistes de Serbie - NUNS, le principal mouvement de défense des droits des journalistes et membre de la Fédération européenne des Journalistes. Propos recueillis par Gin et Elias Vola

lièrement dangereuse. Fin 2024, le premier piratage confirmé du téléphone d'un journaliste a été documenté, ainsi qu'au moins trois tentatives infructueuses d'installation de logiciels espions. L'ampleur du phénomène est probablement plus importante, mais il est techniquement complexe de prouver de telles intrusions, et la prise de conscience de ces risques commence seulement à se développer dans les salles de rédaction.

Existe-t-il des médias d'opposition ou indépendants ? Comment fonctionnent-ils et quel est leur public parmi la population (en particulier dans quels secteurs) ?

Oui, la Serbie dispose de médias indépendants et d'investigation (notamment

des chaînes de télévision/câblées indépendantes, des rédactions en ligne, des hebdomadaires et des centres d'investigation). Ils fonctionnent généralement grâce à une combinaison de revenus provenant de leur audience (abonnements/dons), de revenus commerciaux lorsque cela est possible et de soutiens internationaux à des projets, mais ce modèle est fragile dans un environnement où les pressions politiques et économiques punissent souvent le journalisme critique.

Leur audience est la plus forte parmi les citoyen·nes urbain·es et les plus engagées politiquement, notamment les étudiant·es, les travailleur·ses, les cercles de la société civile et certaines parties de la diaspora, tandis que leur portée est limitée par un écosystème d'information très polarisé et la domination des tabloïds et des diffuseurs pro-gouvernementaux dans la distribution de masse.

Selon les conclusions du rapport 2025 du Reuters Institute Digital News Report pour la Serbie (présentées sur la page consacrée au pays), les marques indépendantes liées à United Media sont parmi les plus fiables : N1 (48 % de confiance), Nova.rs (46 %), TV Nova (44 %), mais aussi d'autres médias indépendants tels que l'hebdomadaire Vreme (40 % de confiance), alors que la confiance globale dans « l'actualité en général » n'est que de 27 %.

Pouvez-vous nous parler de la Coalition pour la liberté de la presse en Serbie ? Comment est-elle née et quelles sont ses revendications ?

La Coalition pour la liberté des médias (Koalicijaza slobodu medija) est une coalition informelle qui rassemble les principales organisations de journalistes et de médias en Serbie afin d'agir conjointement lorsque la liberté des médias est menacée, et de coordonner les actions de plaidoyer en faveur de meilleures conditions pour le journalisme. La Coalition est composée de : l'Association des médias, l'Association des médias en ligne (AOM), l'Association des journalistes indépendants de Voïvodine (NDNV), l'Association des journalistes indépendants de Serbie (NUNS), l'Association des médias locaux et indépendants « Lokal Pres » (association professionnelle), la Fondation Slavko Ćuruvija, et la section « Nezavisnost » du syndicat des travailleurs de la culture, des arts et des médias (GS KUM Nezavisnost).

Elle est née en réponse à la pression croissante exercée sur le journalisme indépendant, aux attaques et menaces, à la protection institutionnelle faible ou politisée

À Takovo, dans le cadre de l'action « Un étudiant dans chaque village », le 13 mai 2025. © Clara Lainé



“ Le mouvement étudiant s'appuie fortement sur la communication directe (réseaux sociaux, diffusions en direct, réseaux sur le terrain...), en partie parce que la confiance dans les grands diffuseurs et les tabloïds est faible. ”

et aux processus de « réforme » opaques qui excluent souvent les acteurs professionnels crédibles, car les organisations individuelles ne peuvent généralement pas lutter seules contre les problèmes systémiques. La Coalition est organisée de manière démocratique et indépendante des partis politiques, des organismes gouvernementaux, des idéologies et des institutions religieuses. Elle opère dans toute la Serbie conformément aux normes européennes et internationales en matière de liberté d'expression et de droit à l'information.

Ses principales revendications et priorités sont les suivantes : une protection renforcée des journalistes et des professionnels des médias et la fin de l'impunité pour les agressions ; des réactions communes en cas de violation des normes professionnelles et des droits des journalistes ; une utilisation transparente et responsable des fonds publics dans le secteur des médias, y compris le contrôle des financements publics et la prévention du favoritisme politique ; une réglementation crédible et indépendante et une autorégulation renforcée ; une législation transparente avec une participation réelle des organisations professionnelles ; la protection de l'indépendance éditoriale et du pluralisme des médias, y compris la lutte contre les pressions politiques et celles exercées par les propriétaires ; et la création d'un marché des médias équitable, libre et non discriminatoire, tout en soutenant le

professionnalisme et des normes journalistiques élevées, tant dans les environnements traditionnels que numériques.

Quelle a été et quelle est aujourd'hui la relation entre les médias d'opposition/indépendants et le mouvement étudiant ?

Les médias indépendants et les organes d'investigation ont joué un rôle crucial dans la documentation des manifestations et la visibilité des revendications étudiantes, en particulier lorsque les médias traditionnels pro-gouvernementaux présentent les manifestations sous un jour négatif ou en font une couverture limitée et/ou biaisée. Les récents reportages sur les manifestations étudiantes en Serbie mettent en évidence à la fois l'ampleur de la mobilisation et l'environnement hostile qui l'entoure.

Dans le même temps, le mouvement étudiant s'appuie fortement sur la communication directe (réseaux sociaux, diffusions en direct, réseaux sur le terrain et création de nouveaux médias tels que Blokada ou Zoomer), en partie parce que la confiance dans les grands diffuseurs et les tabloïds est faible. Cela crée une sphère publique parallèle où le journalisme indépendant devient un vérificateur et un amplificateur essentiel, mais aussi une cible, à mesure que la pression et les risques augmentent autour de la couverture des manifestations. ■

Le 10 janvier 2026



La Serbie, antichambre mortuaire de l'Europe

Ils sont baloutches, marocains ou afghans. Parqués dans des camps autour de Belgrade, certains d'entre eux tentent des « games », c'est-à-dire qu'ils essaient de traverser la frontière avec des passeurs. Les autres, résignés, apprennent à vivre dans des conditions indignes. Depuis la fermeture de la route des Balkans, la Serbie s'est imposée comme le garde-frontière de l'Europe.

Par
Ellana Caldin

La Serbie applique des politiques migratoires toujours plus répressives et se félicite d'avoir endigué le problème. Conséquences : violences policières illégales, *pushbacks* (1) systématiques et vies brisées aux marges de l'Europe. Tandis que le mouvement serbe lutte contre la corruption et pour les droits politiques, comment expliquer que la question migratoire demeure largement absente de ses revendications ?

La question migratoire, grande absente du mouvement étudiant serbe

À Belgrade, les mobilisations étudiantes massives contre la corruption, la répression politique et l'autoritarisme du régime de Vučić n'intègrent presque jamais la question migratoire. Pour beaucoup, le « problème » aurait été réglé avec la dévia-

tion de la route des Balkans. Les camps sont loin, invisibles, relégués aux marges de la ville. Le sujet n'est cependant pas complètement absent de la scène politique serbe : le mouvement Solidarnost, que nous avons rencontré, fait de la défense des travailleur-ses migrant-es, un point central de ses luttes notamment lors des mobilisations contre l'exploitation de travailleurs indiens dans l'industrie et le bâtiment.

Mais cette politisation reste strictement cantonnée aux travailleur-ses salarié-es qui vivent en Serbie. Pour la plupart des autres, la destination finale est l'espace Schengen. Ces personnes exilées, bloquées dans les camps, privées de statut, de droits, demeurent en dehors du champ de la mobilisation et subissent les violences de plein fouet, dans l'invisibilité la plus totale.

Des pratiques illégales aux frontières serbes

La violence observée aux frontières n'est ni accidentelle ni marginale. Elle s'inscrit dans le tournant sécuritaire des politiques migratoires européennes qui opèrent depuis les années 1990 jusqu'au très récent Pacte européen sur la migration et l'asile. L'Europe externalise le contrôle des frontières vers des pays candidats à l'UE comme la Serbie (2). La fermeture progressive de la route des Balkans et la mise en œuvre des politiques migratoires européennes ont transformé la Serbie en zone « tampon », criminalisant le passage irrégulier et renforçant les contrôles frontaliers (3).

Sur le terrain, les conséquences sont immédiates. De nombreuses associations ont déserté la zone frontalière face à la



Ellana Caldin

Ellana Caldin est membre du NPA-L'Anti-capitaliste, organisation membre de la IV^e Internationale.

dangereuse du terrain. Celles qui restent se sont repliées sur Belgrade. Elles tentent, tant bien que mal, de répondre aux besoins de première nécessité. Pour les personnes exilées, la Serbie devait être une étape. Elle



© Eva R.

1) Le renvoi illégal de migrant-es désigne un ensemble de mesures étatiques provoquant le refoulement de réfugié-es et de migrant-es à travers une frontière – généralement immédiatement après leur traversée – sans tenir compte de leur situation particulière et sans possibilité de demander l'asile. Il s'agit d'une violation de l'interdiction d'expulsion collective d'étrangers (protocole n°4 de la Convention européenne des droits de l'homme) et d'une violation du principe de non-refoulement du droit international.

2) T. Učakar, « Securitization, Humanitarianism, and the Religious Dimension of European Migration Policy », *Religions*, 2025.

3) M. Bogucewicz (2020), « The consequences of the migration crisis on the Balkan route and human rights: The current situation and prospects in Serbia », *Eastern Review*, 2020.

est devenue une prison, parfois même un tombeau. Aucun des témoignages suivants ne pourra vraiment rendre compte de l'horreur qui se passe aux frontières.

Au camp d'Obrenovac, aux portes de la capitale, les familles attendent. Nous n'avons pas le droit d'entrer, nous les retrouvons à l'extérieur. Sur une nappe de pique-nique, des jeux de cartes et des dessins d'enfants. Nous passons l'après-midi à boire du thé et à jouer aux cartes. Un jeune marocain, la jambe cassée, joue au ballon avec les petits. Sa blessure et le manque de soins ont mis fin à son parcours migratoire. Voilà huit ans qu'il est bloqué là, sans perspective d'avenir. Ce couple iranien est venu chercher l'asile politique en Allemagne où des amis les attendent. Ils ont réuni l'argent nécessaire pour payer les passeurs : plusieurs milliers d'euros. Aujourd'hui, ils repoussent le départ, la jeune femme explique : *« c'est très difficile de voir la personne qu'on aime se faire violenter par la police, mais si on retourne chez nous, il sera tué »*. Ils ont déjà subi plusieurs pushback.

En dehors des camps, des personnes à la rue espèrent n'être que de passage. Elles sont depuis quelques jours en Serbie et tentent de s'échapper vers l'Europe. Un homme arrive, le bras déchiqueté par des chiens. Avec son téléphone et Google traduction, il décrit l'homme qui tenait la laisse : un policier bulgare qui doit opérer pour Frontex. L'agence est composée de policiers de toutes les nationalités européennes qui viennent jouer à la chasse à l'homme aux frontières. Jeu cruel sans règle, dans lequel c'est toujours le même camp qui gagne. La nuit, des rafles sont organisées pour déloger les personnes en exil de leurs abris. Emmenées au commissariat, elles payent la police serbe corrompue pour pouvoir être relâchées. Deux gamins de quatorze ans viennent de traverser sans relâche chaque frontière depuis l'Afghanistan, soit plus de cinq mille kilomètres à pied. Ils demandent des chaussures, les leurs sont trop abîmées par le voyage. Le lendemain, alors qu'ils ont réussi à passer en Hongrie, l'un d'eux m'envoie « Help » par message. Je n'aurais plus jamais de ses nouvelles.

Peut-on démocratiser un État sans parler de ses marges ?

Alors que la Serbie applique avec zèle les politiques répressives européennes, elle échoue à respecter les valeurs démocratiques demandées par le mouvement

étudiant. De même, l'Union européenne, si elle a fini par rappeler à l'ordre le gouvernement Vučić face à la répression du mouvement, continue à utiliser le pays comme laboratoire de politiques migratoires illégales.

Le silence du mouvement social serbe sur la migration n'est pas une anomalie : il est le produit d'une dépolitisation active du sujet. En traitant la migration comme un problème technique et sécuritaire, l'Europe transforme les frontières en espaces

d'exception où tout devient permis. Ces pratiques, d'abord infligées aux plus marginalisés, finissent toujours par s'étendre. Les frontières sont une hérésie et ceux qui les défendent des criminels. ■

Le 10 janvier 2026





L'UE et le colonialisme vert en Serbie

Des luttes écologistes et contre la destruction du cadre de vie ont fréquemment lieu dans les Balkans, et la Serbie ne fait pas exception. La plus récente et emblématique est celle qui se déroule contre l'installation de mines de lithium dans l'ouest du pays. Lors de notre voyage, nous avons rencontré un·e activiste du collectif anti-extractiviste Marš Sa Drine, dans un hôtel du centre-ville de Belgrade, à l'écart des oreilles indiscretes du régime de Vučić.

Par
Denis Verstraeten

Dans la foulée des guerres en ex-Yougoslavie et l'ouverture de la région aux marchés internationaux, des missions d'exploration des sous-sols ont été entreprises pour cartographier les différentes ressources minérales disponibles et pour les exploiter. En 2004, dans la vallée du Jadar, dans l'ouest du pays, les prospections menées par Rio Tinto (1) ont abouti à la découverte d'un nouveau minerai baptisé jadarite, riche en minéraux, notamment en lithium. Cet élément est central dans la transition énergétique voulue par le capitalisme vert car il est nécessaire pour produire des batteries, comme par exemple celles des voitures électriques.

Les prémices d'une exploitation sans scrupule

À la suite de cette découverte, la multinationale a commencé à s'installer dans la région, avec la ferme intention de mettre en route l'exploitation de cette ressource le plus rapidement possible, malgré l'absence de permis. La première étape a été de mettre en place des puits de forage pour tester la qualité des gisements, au mépris de la législation serbe qui protégeait, à l'époque, la vallée du Jadar en

tant que zone de grande valeur agricole et qui interdisait ce type de travaux, même avec l'accord des propriétaires. De plus, Rio Tinto s'est implanté dans la vie locale de cette région rurale en participant à des groupes de sociabilité féminins, permettant à la multinationale de préparer l'opinion à coups de propagande grossière : les infrastructures seraient propres, modernes, futuristes, entièrement en sous-sol et n'impacteraient pas la vie de la population. Plus fort encore, l'eau des rivières qui serait captée et utilisée par les processus chimiques en ressortirait plus propre encore. Et pendant tout ce temps, la société minière achetait petit à petit les propriétés des habitant·es, laissant planer la menace d'une future expropriation par l'État.

Le sous-sol de la vallée du Jadar abrite jusqu'à 90 % de la demande en lithium de l'Union européenne, ce qui fait de Rio Tinto un partenaire de premier choix pour les 27, et en particulier pour l'industrie automobile de luxe allemande, en voie d'électrification. Ici, l'UE cherche à sécuriser l'accès au lithium serbe pour fournir les lignes de production de Mercedes. L'Allemagne est pourtant le pays de l'UE disposant des plus grandes quantités de lithium. Alors que l'industrie européenne était en train de se mettre au diapason de l'appétit du capitalisme vert, la classe politique allemande s'est opposée à l'exploitation du lithium sur son territoire, les Grünen en tête. On fait face une fois de plus au néocolonialisme vert et à l'hypocrisie de l'UE. Par ces investissements, l'UE

“ En 2019, le régime serbe a fait des réserves de lithium une ressource d'intérêt national, donnant à n'importe quelle compagnie le droit d'exploiter les sols. ”



Denis Verstraeten

Denis Verstraeten est membre de la Gauche anticapitaliste (Belgique) et de sa commission écologiste.

cherchait aussi à autonomiser ses approvisionnements en lithium de la Chine, notamment.

Les dégâts apparaissent au grand jour

Sous la pression de l'UE, l'histoire s'est accélérée en 2019, quand le régime serbe a fait des réserves de lithium une ressource d'intérêt national, donnant à n'importe quelle compagnie le droit d'exploiter les sols pour extraire ce matériau. En parallèle, les plans réels de Rio Tinto commencent à paraître : les infrastructures prévues sont gigantesques et les gisements bien plus destructeurs que ce qui était initialement annoncé. De plus, l'eau des rivières de la vallée sera accaparée pour les traitements chimiques servant à extraire le lithium de la jadarite. C'est un coup de massue pour les populations locales dont l'agriculture

1) Rio Tinto est une multinationale britannique-australienne, dont 15 % des capitaux sont détenus par le consortium chinois Chinalco.

Manifestations environnementales à Novi Sad le 3 janvier 2022. © СРБИН.инфо, CC BY 3.0.



est la principale activité économique et qui dépendent donc d'un environnement sain et d'un accès à l'irrigation.

Cette période marque un tournant dans la résistance face au projet de Rio Tinto, mais pas seulement. Le sous-sol de l'ouest de la Serbie étant riche en ressources, ce sont des centaines de projets extractivistes qui menacent des dizaines de villages, où des luttes locales étaient déjà menées. La centralité du travail agricole pour les populations de la région explique leur attachement à leurs terres et les résistances spontanées contre ces projets écocides et pour la sauvegarde de leurs conditions de vie. C'est dans ce contexte que Marš Sa Drine (2) a été créée et a aidé à faire converger tous ces combats, en regroupant habitant-es, activistes, juristes, scientifiques, etc. et en mettant en œuvre une diversité des tactiques : batailles juridiques, organisation de mobilisations massives, actions de sabotage des chantiers... et avec la conscience claire que la lutte ne sera pas gagnée uniquement via des moyens légaux.

Premières réactions

En 2022, à l'approche des élections générales (présidentielle et législatives), le régime met le feu aux poudres en modifiant la réglementation sur l'expropriation : dorénavant et dans la continuité du changement de législation de 2019, n'importe quelle compagnie pourra exproprier des habitant-es pour lancer un projet extractiviste. En réponse, la population de ces régions s'est largement mobilisée en organisant des blocages de route pour marquer la désapprobation large et la colère provoquée par ce changement légal qui entérine le statut néocolonial de la Serbie, qui a été très bien compris par les habitant-es.

Toute cette séquence a été pensée de manière opportuniste par le régime pour gagner sur tous les tableaux : juste avant ces élections victorieuses, Vučić a annoncé le retrait des mesures, sans que ça soit suivi d'actes concrets allant dans ce sens. De cette manière, c'est un message rassurant qui est envoyé à Rio Tinto et aux partenaires internationaux du régime : les projets extractivistes ne sont pas menacés en Serbie au-delà des discours. Les révélations du réseau de journalistes indépendants BIRN (3) parues en février 2023 le confirment : Rio Tinto a dépensé plus d'un milliard d'euros dans le projet du Jadar après 2022 (4).

Une confrontation avec le pouvoir

En été 2024, la Cour constitutionnelle serbe a pris le parti de Rio Tinto en décrétant que l'interruption du projet était illégale, ce qui a déclenché une nouvelle vague de contestation. Les routes et les villages ruraux de la vallée du Jadar ont de nouveau été bloqués, et des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Belgrade. Lors de ces mobilisations, la répression du régime est montée d'un cran avec l'arrestation de nombreux-ses manifestant-es. De son côté, en juin 2025, l'UE a inclus le projet de Rio Tinto dans le Critical Raw Materials Act, document qui liste les priorités stratégiques européennes en matière d'accès aux ressources. C'est donc clair : pour l'UE, c'est acté que le lithium du Jadar lui appartient (5).

La résistance massive et acharnée des habitant-es ainsi que le soutien massif dont elle jouit auprès du reste de la population a permis jusqu'à ce jour de faire reculer Rio Tinto et de bloquer le projet. Dans les mois qui ont suivi et qui ont été marqués par le soulèvement étudiant, la contestation du régime a installé un climat d'instabilité qui inspire la crainte aux investisseurs. C'est dans ce contexte que Rio Tinto a annoncé le 13 novembre 2025 l'interruption du projet pour une durée indéterminée. De plus, les étudiant-es se sont emparé-es de cette lutte : il est question que l'abandon définitif de la mine fasse partie de leur programme électoral face à Vučić, pour lequel ils et elles ont été conseillé-es par des professeur-es opposé-es au projet.

Du côté du régime, il n'y a évidemment rien à attendre. Comme pour tout le reste, Vučić instrumentalise habilement le projet de Rio Tinto pour servir au mieux ses intérêts, tantôt en reculant sur l'octroi des permis pour faire un pas dans le sens

“La résistance massive et acharnée des habitant-es ainsi que le soutien massif dont elle jouit auprès du reste de la population a permis jusqu'à ce jour de faire reculer Rio Tinto et de bloquer le projet.”

de la population – comme ce fut le cas en 2022 avant les élections –, tantôt en offrant sur un plateau à Rio Tinto le lithium du Jadar pour s'attirer la sympathie de l'UE et pour que

l'union ferme les yeux sur les violations des droits humains de Vučić.

Les Balkans sont soumis à une très forte pression impérialiste sur leurs ressources, et de très nombreux projets sont envisagés. Dans ce contexte, la résistance face à Rio Tinto occupe une place centrale et une défaite pourrait signifier la chute du premier domino qui menacerait toute la région. À l'inverse, le retentissement régional de ce combat et sa possible victoire peuvent nourrir les populations de la région. ■

Le 13 janvier 2026

2) <https://marssadrine.org/en/>

3) Balkan Investigative Reporting Network.

4) « Rio Tinto Spends Million Euros on Serbian Land since Mine Cancellation » (Rio Tinto dépense des millions d'euros pour acquérir des terrains en Serbie depuis l'annulation du projet minier), Sasa Dragojlo, 23 février 2025, *Balkan Insight*.

5) Par ailleurs, il faut noter que la Serbie fait partie des accords Horizon de l'UE, qui est un ensemble de pays avec lesquels l'UE entretient des partenariats économiques privilégiés.



Entretien inédit avec Mohammed Harbi

« En Algérie, ce qui est fondamental, c'est l'État »

En parlant avec le maître des historiens de la guerre d'Algérie, avec ses 79 ans et son visage toujours éclairé d'un sourire d'enfant, avec ses cheveux d'un blanc immaculé, on a l'impression d'être face à un derviche : depuis toujours plongé silencieusement dans ses livres, minutieux jusqu'à couper le cheveu en quatre, ne cédant jamais à l'idéalisation, ne diabolisant pas même ses ennemis, poursuivant inlassablement la vérité. Et pourtant, à la lecture de ses mémoires, on découvre un homme d'action à part entière. Entré au Parti du peuple algérien à seulement quinze ans, Mohammed Harbi a occupé des responsabilités dans la Fédération de France du FLN, travaillé au sein du cabinet de Krim Belkacem, participé comme expert aux négociations d'Évian en mai 1961, puis, après l'indépendance, il a été conseiller du président Ahmed Ben Bella. À la suite du coup d'État du 19 juin 1965 mené par Boumedienne, il a été condamné à cinq ans de prison et à trois ans de résidence surveillée pour avoir fondé l'Organisation de la Résistance Populaire, avant de s'exiler à l'étranger et d'entamer une carrière universitaire. Il n'existe pas d'autre exemple d'un acteur aussi profondément impliqué dans les événements ayant abordé l'histoire de l'indépendance algérienne avec une telle rigueur critique.

Alors qu'il était encore conseiller présidentiel, Mohammed Harbi s'était opposé à la manipulation des congrès syndicaux, à l'accent mis sur l'islam dans la loi sur l'identité, et avait adopté une posture critique en condamnant la torture dans un éditorial de Révolution africaine, revue du FLN qu'il dirigeait. À partir du congrès d'avril 1964, il en vint à la conviction que le FLN n'était plus réformable. La victoire de la « bureaucratie militaire » était en marche. De fait, un an plus tard, le coup d'État de Boumedienne allait avoir lieu.

Entretien de
Masis Kürkcügil avec
Mohammed Harbi

**Comment faut-il évaluer,
cinquante ans plus tard, la guerre
d'indépendance algérienne ?**

Cinquante ans plus tard, l'essentiel aujourd'hui est de comprendre la trajectoire politique de l'Algérie. Pour cela, il faut remonter loin en arrière et commencer par s'interroger sur ce qu'est l'Algérie. Lorsqu'il s'agit de ce pays, les historiens se lancent souvent dans une histoire de l'État-nation, comme si l'État-nation était quelque chose qui s'imposait inévitablement aux peuples. Or, il est impossible de comprendre l'histoire de l'Algérie en dehors du contexte de sa formation.

Cette formation s'est déroulée, jusqu'en 1962, sous des conditions impériales : d'abord l'Empire romano-byzantin, puis l'Empire ottoman, et enfin l'Empire français. L'Algérie est le produit de toute cette histoire, à la fois d'une histoire locale et d'une histoire d'intégration à ces empires. Il faut souligner un point important : lorsque l'Algérie est devenue une colonie française, elle a traversé une histoire d'une extrême violence ; tous les éléments constitutifs du tissu social étaient fragmentés.

L'entrée du capitalisme en Algérie s'est faite de manière brutale. Le pays n'a pas

“ L'Algérie, ce sont deux pays différents à l'intérieur d'un même pays, et de nouvelles classes sociales que l'on pourrait dire nées dans le sillage du capitalisme. ”



Masis Kürkcügil

Masis Kürkcügil, historien, est le fondateur du mouvement trotskiste en Turquie et de la section turque de la IV^e Internationale. Figure politique reconnue du mouvement étudiant du 68 turc, il a dès 1974, à sa sortie de prison, fondé la maison d'édition Kız pour publier (principalement) les ouvrages de Trotsky et Mandel. Cette maison d'édition, qui existe aujourd'hui sous le nom de Yazın, a publié au total plus de 90 livres. Masis Kürkcügil, toujours membre de la IV^e Internationale, a aussi rédigé et dirigé divers ouvrages sur l'histoire de la gauche turque, les régimes « progressistes » en Amérique latine et sur le génocide arménien.

été transformé comme un tout : contrairement à ce que l'on pourrait penser, deux Algéries se sont formées – l'intérieur du pays, qui continua à être administré selon les principes ottomans, et la zone côtière, qui connut un certain développement à travers des institutions rappelant plus ou moins celles de la France. Autrement dit, la structure sociale présentait, dans une certaine mesure, des traits communs avec

la France. Ce qui différenciait l'Algérie de l'Empire ottoman, c'était la bureaucratisation et la centralisation complètes de la structure politique.

C'est dans ce contexte que se sont constitués les phénomènes politiques. Un système capitaliste, deux pays différents à l'intérieur d'un même pays, et de nouvelles classes sociales que l'on pourrait dire nées dans le sillage du capitalisme. D'un côté, comme presque partout : un monde du travail, une classe ouvrière ; de l'autre, une classe capitaliste, mais

non pas un capitalisme bourgeois – un capitalisme colonial – et une intelligentsia extrêmement faible. Telle était la dynamique sociale de l'Algérie. Aucune classe n'y était parvenue à maturité. C'est pourquoi, aucune classe n'ayant été en mesure d'imposer sa domination, le personnel politique appelé à diriger l'Algérie fut recruté parmi les Algériens émigrés en France et dans la petite bourgeoisie urbaine. Cette bourgeoisie était à la fois socialement et culturellement profondément fragmentée : malgré la domination culturelle française, la langue arabe et la culture musulmane – bien qu'affaiblies – continuaient d'exister dans le pays. Oui, elles avaient été fortement appauvries.

Dans une telle situation, après des insurrections successives qui se sont prolongées presque jusqu'à la fin du 19^e siècle, des soulèvements armés ont commencé à éclater, et l'on a été témoin de la naissance d'un mouvement politique surgissant presque instantanément. Ce mouvement n'était pas homogène, comme ce fut le cas en Tunisie ou au Maroc. L'élite politique était elle aussi profondément divisée, entre celles et ceux qui avaient été formés culturellement à l'ombre du colonialisme et les anciennes classes. Lorsque le mouvement s'est accéléré, il était sous l'influence de la culture ancienne, mais s'inspirait aussi, dans une certaine mesure, des idées de la Révolution française, et surtout de celles de la Révolution soviétique – mais uniquement sur le plan formel. C'est un élément important pour comprendre l'Algérie, car l'Algérie disposait de deux vocabulaires politiques : celui de la Révolution française et celui de la Révolution soviétique, utilisés

pour traduire des réalités sociales qui n'avaient pourtant aucun rapport avec les fondements mêmes de ces révolutions...

Lorsque la révolution a commencé, en 1954, ce qui est immédiatement apparu sur le devant de la scène, c'est la formation d'une bureaucratie de type militaire. En Algérie, il est d'ailleurs possible d'observer un schéma qui rappelle quelque peu celui de l'Amérique latine. Au départ, il existait réellement un égalitarisme absolu. Mais après de longues années, une fois l'indépendance acquise, la société a

commencé à se transformer progressivement. Avec la bureaucratisation et l'étatisation, une nouvelle bourgeoisie est apparue, une bourgeoisie de type bureaucratique. Sans l'État, elle n'était rien. Pendant longtemps, elle a trouvé un compromis avec les classes populaires sous la

protection de l'État. Mais aujourd'hui, on voit émerger des noyaux qui défendent le libéralisme économique tout en rejetant le libéralisme politique. Ils vivent à l'ombre de l'État. En Turquie aussi, de manière plus cohérente, on a connu le même phénomène. En Algérie, la bourgeoisie n'a pas encore réussi à devenir une véritable puissance économique ; l'essentiel demeure l'État. Même dans le domaine économique, la bourgeoisie n'a toujours pas

acquis une force décisive : en Algérie, ce qui est fondamental, c'est l'État. La bourgeoisie tente aujourd'hui de se détacher progressivement de l'État, mais sans pour autant adhérer au libéralisme politique.

Quelle est la différence entre Ben Bella et Boumediene ?

Ben Bella et Boumediene sont tous deux nationalistes. Tous deux sont à la tête d'un régime autoritaire. Mais leurs styles, leurs approches, sont différents. Ben Bella est issu d'un parti politique ; il est donc ouvert à la société. Boumediene, en revanche, est un militaire, entièrement façonné dans le cadre de l'armée. Pour lui, l'armée se trouve au centre de la société. Ce n'était pas le cas sous Ben Bella. Lorsque celui-ci est arrivé au pouvoir, immédiatement après l'indépendance, le départ massif des Européens avait créé un vide social dans le pays. Ce vide a été comblé par des groupes issus du peuple. Ben Bella s'appuyait sur une telle base sociale, alors que la base sociale de Boumediene était la bureaucratie militaire. C'est pourquoi Ben Bella a, à un moment donné, mis à l'ordre du jour l'option de l'autogestion. Mais cette option n'a pas trouvé de soutien social au sein de la classe ouvrière.

L'Algérie des années 1960 était un espace de recomposition sociale. Ceux qui étaient ouvriers avaient progressé dans la hiérarchie sociale. Il s'agissait de populations venues des campagnes,

“L'Algérie disposait de deux vocabulaires politiques : celui de la Révolution française et celui de la Révolution soviétique.”



Mohammed Harbi au colloque « autogestion années 68 » de Solidaires, le 13 octobre 2018. © Robi Morder



qui avaient investi des villes jusque-là européennes. Cela créait naturellement – jusqu’au départ de Ben Bella – une situation extrêmement chaotique. Tandis que Ben Bella tentait d’insérer le FLN au sein de la société, sous Boumedienne, il n’était plus possible de parler du FLN comme d’une entité distincte de l’armée. Lorsqu’il est arrivé au pouvoir, Boumedienne aurait déclaré aux dirigeants du FLN qu’il souhaitait que le FLN soit « comme un navire amarré au quai ». Il ne coulerait pas, mais il devait rester immobile, sans bouger. Il ne serait plus qu’un symbole, sans existence autonome par rapport à l’État et à la structure militaire.

Avec Ben Bella, la situation était différente : le FLN était un parti civil, mais

encore en phase de formation. La guerre avait été terrible ; à partir de 1957, toutes les organisations de la société civile avaient disparu. La structure politique d’avant 1954 possédait une certaine consistance, mais elle avait été entièrement balayée au

profit d’une nouvelle structure. Les élites algériennes avaient soit émigré, soit se trouvaient en prison ou en détention. Dans ces conditions, la nouvelle structure présentait un profil extrêmement bas. Sans ces données sociales, il est impossible de comprendre l’Algérie.

“ Dans les années 1920, et 1930, la gauche française était composée d’individus qui réagissaient à la brutalité du colonialisme. Mais le colonialisme en tant que tel n’était pas remis en question. ”

Comment évaluez-vous le retour en grâce des anciens responsables politiques ? Peut-on parler d’une forme de normalisation de l’histoire ?

On peut en parler, oui, mais dans certaines limites. Autrement dit, oui, les anciens responsables politiques reviennent, on leur rend leur place dans l’histoire, mais on n’explique ni pourquoi ils avaient disparu, ni pourquoi ils réapparaissent aujourd’hui. C’est un peu comme dans les anciens pays de l’Est. On commence par briser leur courage, puis... Pour un peuple, il est essentiel de comprendre ce qui lui est arrivé.

Peut-on parler un peu de la manière dont il faut évaluer l’approche de la gauche française ?

Dans les années 1920, et surtout dans les années 1930, la gauche française était composée d’individus qui réagissaient à la brutalité du colonialisme. Mais le colonialisme en tant que tel n’était pas remis en question, jamais il ne l’était. Et à partir de 1917, ce sont les communistes qui ont abordé les questions nationales et coloniales. Jusqu’en 1924, 1925, 1926, ils avaient une position très claire sur la question algérienne. Avec le processus de stalinisation, l’Algérie n’a plus été pensée dans le cadre de l’Empire français. Le principe organisateur de la vision politique était la politique soviétique.

Dans les années 1930, du point de vue du Parti communiste algérien, qui était une extension du Parti communiste

français, le danger principal était l’Italie et l’Allemagne, c’est-à-dire les dangers qui menaçaient l’Union soviétique. Lorsque l’on demandait aux nationalistes de soutenir le front antifasciste, ils refusaient, en disant : « Si vous acceptez la libération nationale, alors nous la défendrons. » Il y avait donc un conflit entre les deux mouvements.

À partir de 1946, le nouveau danger pour l’Union soviétique fut les États-Unis. Nous répétions ce que nous avions fait auparavant dans le cadre d’un monde politique dirigé par les grandes puissances : d’un côté la France, l’Angleterre et l’Amérique, de l’autre l’Italie et l’Allemagne. Mais pendant la guerre, il existait une forme d’anticolonialisme articulée autour de trois axes : la lutte contre l’oppression, la lutte pour la paix ; toutefois, du côté des communistes, aucune position claire n’était adoptée concernant la question nationale.

Cependant, pendant la guerre, un nouveau courant est apparu : ce courant était favorable aux Algériens et leur apportait une aide matérielle. Par exemple, ici en France, l’une des sources importantes de la capacité d’action du FLN fut précisément le soutien matériel et logistique que lui apporta la gauche française. Lorsque l’on a commencé à percevoir le cadre réel de la situation, il y eut, par exemple, un mouvement de désertion. Douze mille personnes ont déserté pour ne pas aller faire la guerre en Algérie. Les partis officiels, les grands partis, y compris le Parti communiste et les autres partis de gauche, ne soutenaient pas l’obéissance – à rebours de la doctrine officielle.

C’est la raison pour laquelle, jusqu’à aujourd’hui, les Algériens se montrent particulièrement sensibles face aux discours nationalistes affirmant qu’ils n’ont reçu aucun soutien de la gauche française. Car ce n’est pas tout à fait exact. C’est une question extrêmement délicate. Mais c’est un trait commun à tous les nationalismes : moi d’abord...

L’entretien a été réalisé au domicile de Mohammed Harbi. À la fin de la discussion, il a prononcé la phrase suivante, que je n’avais pas utilisée, la jugeant inappropriée pour la revue d’histoire populaire dans laquelle l’entretien devait être publié : « *Le rôle de la IV^e Internationale dans la guerre d’Algérie est indéniable* ». ■

Juin 2012

EN SAVOIR PLUS

De nombreux hommages ont été rendus à la mémoire de Mohammed Harbi. Nous avons notamment publié les suivants :

« In memoriam Mohammed Harbi (1933-2026) », de Nedjib Sidi Moussa aborde son parcours politique, notamment les liens avec la IV^e Internationale, 3 janvier 2026.



« Hommage à Mohammed Harbi », de Mahmoud Rechidi, constitue l’hommage de nos camarades d’Algérie, 2 janvier 2026.



« Mohammed Harbi : l’élégance d’une vie debout », de Robi Morder, raconte le parcours commun de ces deux universitaires-militants, 12 janvier 2026.



La contribution de la Quatrième Internationale à l'écossocialisme

Ce document retrace le chemin parcouru par l'Internationale, des préoccupations modernistes de Trotsky à l'adoption du *Manifeste pour une révolution écosocialiste* et la campagne menée autour de celui-ci par les sections.

Par
Michael Löwy et
Daniel Tanuro

Léon Trotsky, fondateur de la Quatrième Internationale en 1938, est l'une des grandes figures révolutionnaires du 20^e siècle et un théoricien marxiste hors pair. Lénine et Trotsky ont été les principaux dirigeants de la révolution d'Octobre. Fondateur de l'Armée rouge et adversaire implacable de la contre-révolution stalinienne, Trotsky se distingue par son analyse marxiste du fascisme et de la bureaucratie, ainsi que par ses théories du développement inégal et combiné et de la révolution permanente.

Léon Trotsky : un grand penseur, mais pas un écosocialiste...

En fondant la Quatrième Internationale alors qu'il était « minuit dans le siècle », il a transmis l'héritage du marxisme révolutionnaire aux générations suivantes. Son œuvre couvre des événements clés tels que la révolution russe, l'ascension et le déclin de l'Internationale communiste, la vague révolutionnaire de 1917-1923 et son reflux, le fascisme et le stalinisme, le Front populaire et la révolution espagnole, le déclin de l'Empire britannique et la montée en puissance des États-Unis.

L'absence de toute conscience écologique jette une ombre sur cette évaluation. L'héritage que Trotsky a légué à ses successeurs ne fait aucune référence aux préoccupations, aux outils et aux concepts

précurseurs de l'écossocialisme développés par Marx et Engels. Cette lacune est particulièrement frappante dans les vues de Trotsky sur le progrès et la relation entre l'humanité et la nature, dans sa conception de la science et de la technologie, et dans son approche de la question paysanne.

Alors que leur vision dialectique du progrès avait conduit les fondateurs du marxisme à se méfier des « victoires sur la nature » – elle se venge sur nous de chacune d'elles » (1) – Trotsky les louait sans nuance : « L'homme socialiste maîtrisera la nature entière [...] au moyen de la machine. Il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans » (2).

L'idée que les progrès de la science dévoilaient tous les mystères de l'univers les uns après les autres était très répandue au 19^e et au début du 20^e siècle. Les fondateurs du marxisme ne se sont pas toujours écartés de cette approche, mais ils ne croyaient ni à la « connaissance

absolue » ni à la « pensée souveraine ». Moins prudent, Trotsky proclamait haut et fort sa « foi [...] en les possibilités illimitées de la connaissance, de la prédiction et de la maîtrise de la matière » (3).

Certains éléments indiquent que Marx ne considérait pas la technologie comme neutre. L'évaluation de Trotsky est différente. À la question « qu'est-ce que le concept de société de classes ? », il répond : « le caractère de classe de la société réside fondamentalement dans l'organisation de la production [...] la technologie est une conquête fondamentale de l'humanité » (4). Dans



Michael Löwy

Michael Löwy, est un sociologue, philosophe marxiste et écosocialiste, membre de la IV^e Internationale. Il est notamment l'auteur de nombreux ouvrages. Il a coordonné la publication du Manifeste de 2003 et a été membre du groupe de travail en charge de l'édition de celui de 2025.

ses œuvres, on ne trouve aucune trace du principe de précaution.

Il est vrai qu'il est important de tenir compte du contexte. À partir de 1923-1924, face au reflux de la révolution mondiale et à la démobilisation des masses russes, deux orientations alternatives émergent au sein du Parti communiste.

D'un côté, Staline et Boukharine prônent la construction « avec la lenteur de l'escargot vers le socialisme » (5). Renonçant à la révolution mondiale, ils parient que l'enrichissement des campagnes donnera au régime les moyens de construire une nouvelle société.

D'autre part, Trotsky prônait le développement planifié de l'industrie lourde

1) F. Engels, *La dialectique de la nature*, Paris, Editions Sociales, 1968, pp. 180-181.

2) Léon Trotsky, *Littérature et Révolution*.

3) L. Trotsky, *Mendeleïev et le marxisme*, discours au congrès Mendeleïev, 17 septembre 1925, Marxists Internet Archive.

4) L. Trotsky, *Culture et Socialisme*, Marxists Internet Archive.

5) Rapport du camarade Boukharine à l'assemblée des fonctionnaires de l'organisation de Moscou (5 janvier 1926)



nationalisée. Selon lui, ce développement était essentiel pour permettre au régime soviétique de résister sans dégénérer, dans l'attente d'une nouvelle vague internationale de luttes révolutionnaires.

Trotsky avait raison de promouvoir la croissance industrielle comme moyen de créer les conditions du développement dans les campagnes, mais il avait tort de penser que cela signifiait une « *industrialisation de la production agricole* » dirigée par l'État. Contrairement à Marx, il ne tenait pas compte de la nécessité d'une « gestion rationnelle des échanges de matière » entre l'humanité et la nature.

Cela explique probablement pourquoi les travaux de Trotsky ne mentionnent ni la politique de Lénine sur la protection des « *monuments de la nature* » (*zapovedniki*) (6), ni les attaques lancées par Staline contre ces réalisations environnementales lorsque ce dernier a tenté de dissimuler l'échec de la collectivisation forcée en ouvrant des réserves naturelles à l'agriculture.

À la décharge de Trotsky, il convient de noter qu'une culture techniciste et moderniste était hégémonique dans le mouvement ouvrier international de l'époque, y compris parmi les révolutionnaires russes. Mais ce contexte n'explique pas tout. En matière d'écologie, le fondateur de l'Armée rouge était en retard sur Marx, Engels et même Lénine. Ses héritiers ont donc dû combler ces lacunes afin de se réapproprier et de développer l'œuvre inachevée de « l'écologie de Marx ».

La découverte (tardive) de l'écologie par Ernest Mandel

Des années 1960 jusqu'à sa mort, Ernest Mandel (1926-1995) a été le principal dirigeant et théoricien de la Quatrième Internationale. Économiste marxiste brillant, ses écrits ont été étudiés et admirés bien au-delà des rangs de son mouvement. Il a également rédigé les résolutions les plus importantes de l'Internationale pendant ces années et contribué à l'adoption d'une version non dogmatique et résolument démocratique du communisme.

Au début des années 1970, bien avant d'autres marxistes, Mandel s'est alarmé de

la destruction de l'environnement et a maintenu cette préoccupation jusqu'à la fin de sa vie. Cela transparaît dans sa réponse polémique de 1972 au rapport Meadows sur les limites de la croissance, réponse qui montre aussi les limites de sa réflexion sur ces questions. Sa réticence à admettre le caractère fini des ressources naturelles – et donc de la croissance des forces productives matérielles – est évidente lorsqu'il affirme que c'est l'« anarchie » de la production plutôt que son caractère « illimité » qui doit être condamnée. De plus, il a avancé des propositions typiquement productivistes et non durables – par exemple en matière d'agriculture, en plaçant pour le « *déboisement des forêts* » et l'irrigation de « *deux milliards d'hectares de terres désertiques* » (7).

L'article de 1972 est imprégné de la crainte que le discours sur les limites de la croissance ne serve de couverture à une offensive d'austérité contre les travailleurs et à une offensive néo-malthusienne planétaire contre les pauvres. Cette crainte était – et reste – tout à fait pertinente, et la réponse de Mandel à cette crainte est tout à fait légitime. Mais, dans sa polémique, il ne fait pas suffisamment la distinction entre le fait objectif des limites naturelles de la production et la manière dont ce fait est détourné à des fins réactionnaires. En conséquence, il n'y a pas de distinction claire entre la pression capitaliste exercée sur les travailleurs pour qu'ils sacrifient leur bien-être, et la nécessité absolue de réduire la consommation de la société, par exemple en matière d'énergie.

Curieusement, au moment même où il apporte cette réponse plutôt décevante au rapport Meadows, il traite le même document de manière plus prudente dans son livre de 1972 intitulé *Le Troisième âge du capitalisme*. Le rapport soutient qu'une extension de la structure productive américaine à l'ensemble de la planète épuiserait les réserves mondiales de matières premières d'ici la fin du siècle et mettrait en danger la teneur en oxygène de l'atmosphère. Tout en suggérant que le rapport exagère son argumentation, Mandel reconnaît qu'il « *pourrait avoir raison* ». Dans le même ouvrage, il cite l'ouvrage écologique (et socialiste) classique de Barry Commoner, *L'encerclement* (1971) : « *La Terre n'est pas polluée parce que l'homme est un animal particulièrement sale, ni parce que nous*

sommes trop nombreux. La faute en revient à la société humaine ». Il rend également hommage à un autre ouvrage socialiste/écologique pionnier, *Murderous Providence – a Study of Pollution in Industrial Societies* (1971) de Harry Rothmann, qu'il qualifie de « *meilleur ouvrage marxiste traitant de l'ensemble des dangers pour l'environnement et des mesures possibles pour les prévenir* ».

Pour illustrer les conséquences dramatiques de la pollution chimique sur l'environnement et la santé humaine, Mandel cite plusieurs exemples tirés de l'histoire des États-Unis et d'Allemagne dans une longue note de bas de page. Cependant, contrairement à Commoner et Rothmann, Mandel n'accorde

qu'une place marginale à l'écologie dans son analyse économique et idéologique du capitalisme tardif.

Plusieurs années plus tard, en 1992, dans une sorte d'auto-évaluation critique, il écrit dans son livre *Aux sources du phénomène bureaucratique* (8) : « *Aujourd'hui, nous avons pris conscience, avec beaucoup de retard, que les dangers qui pèsent sur les*

ressources non renouvelables de la Terre et sur l'environnement naturel de la civilisation humaine et de la vie humaine impliquent également que la consommation de biens matériels et de services ne peut pas croître de

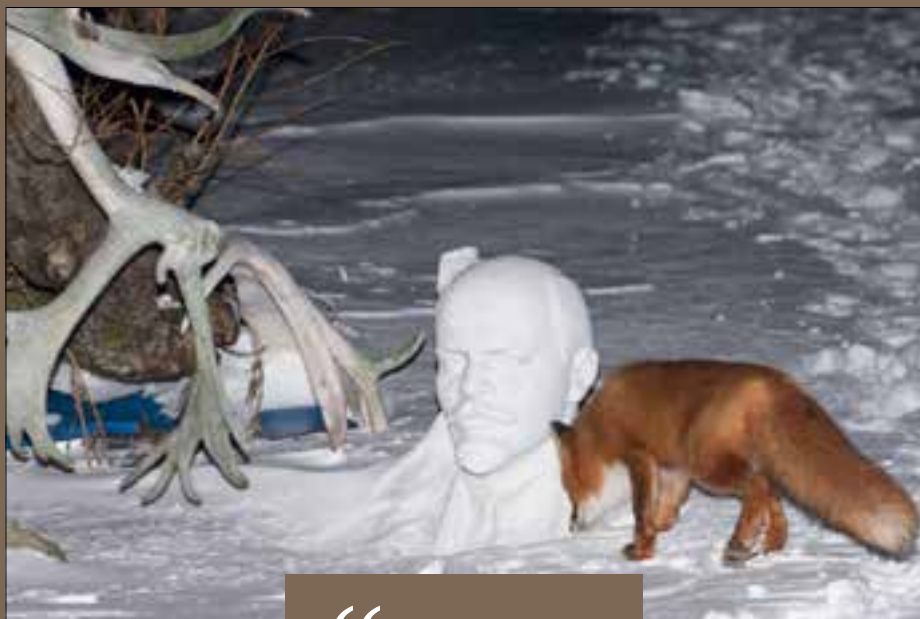
“ En 1972, Mandel affirme encore que c'est l'« anarchie » de la production plutôt que son caractère « illimité » qui doit être condamnée. ”



Daniel Tanuro

Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militant écosocialiste, est membre de la direction de la Gauche anticapitaliste (GA-SAP, section belge de la IVE Internationale). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de *Impossible Capitalisme vert* (la Découverte, Paris 2010) et de *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement* (Textuel, Paris 2020).

6) Lire notamment « Le bolchevik et la nature », Andreas Malm, 15 septembre 2017, *Revue Période*.
7) Ernest Mandel, « La dialectique de la croissance. A propos du rapport Mansholt », in *Mai* (revue), Bruxelles, nov-déc. 1972.



manière illimitée». Il est intéressant de noter que, dans la note de bas de page qui suit ce passage, Mandel mentionne l'ouvrage de Peter Hennis et Michael Müller publié en 1989, *Die Klima-Katastrophe*, mais lui-même n'aborde pas la question du changement climatique.

À peu près à la même époque, dans un article de 1990, il fait ce qui peut être considéré comme son évaluation la plus sérieuse de la crise écologique : « Depuis le début du 20^e siècle, et à commencer par Rosa Luxemburg, les marxistes ont eu raison de résumer l'avenir de l'humanité dans la formule « socialisme ou barbarie » [...] Aujourd'hui, le choix est devenu "socialisme ou mort" [...] Cela découle du danger implicite d'extermination lié au risque d'une guerre conventionnelle ou nucléaire intercontinentale ou mondiale au milieu des centrales nucléaires [...] mais il existe d'autres dangers mortels pour l'humanité, notamment la menace de destruction de l'environnement ».

En d'autres termes, si Ernest Mandel a pris de plus en plus conscience du danger d'une catastrophe écologique, cela ne l'a pas conduit à reformuler son marxisme

“Après Mai 68, la Quatrième Internationale a commencé à prendre conscience de l'importance des questions écologiques.”

selon les principes de l'écossocialisme. Cette tâche a été laissée à la génération suivante de la IV^e Internationale.

Le chemin de la Quatrième Internationale vers l'écossocialisme (2001)

Après Mai 68, la Quatrième Internationale a commencé à prendre conscience de l'importance des questions écologiques. Ses militant-es en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et ailleurs ont pris part à des mouvements environnementaux, principalement dans la lutte contre l'énergie nucléaire et la pollution. Peu à peu, les questions écologiques ont commencé à être discutées lors de ses congrès, mais aucune résolution spécifique sur l'écologie n'a été adoptée pendant ces années.

Lors du 12^e Congrès mondial en 1985, la résolution principale appelait l'Internationale et ses sections à « aborder de plus en plus la question environnementale dans leur propagande et leurs activités générales » et à entreprendre « des actions conjointes avec le mouvement environnemental ».

À la fin des années 1980, un groupe de camarades de la QI rédigea un document sur le socialisme et l'écologie, mais il fut décidé que la question devait être discutée plus en profondeur avant d'être présentée au 13^e Congrès mondial qui eut lieu en 1991. Le document, intitulé « Révolution socialiste et écologie », qui a été publié après le congrès, est une tentative très substantielle de discuter des causes et des conséquences de la crise écologique, des politiques de la bourgeoisie, des limites du mouvement écologiste, de la situation dans le mouvement ouvrier et d'un programme d'action. Parmi les revendications urgentes nécessitant une action coordonnée au niveau international, figuraient une rupture radicale avec le système d'exploitation de la production agricole d'exportation dans les pays dépendants, qui engendre famine et pauvreté ; l'interdiction immédiate de l'ensemble du cycle de production d'énergie nucléaire ; ainsi que la fin de la destruction des forêts tropicales humides et de la contamination mortelle des forêts dans les pays industrialisés.

Ce document de 1991, adopté provisoirement par la QI à ce moment-là, était une grande réussite, mais présentait certaines limites évidentes. Par exemple, pour décrire la crise écologique, il fait référence à la pollution de l'air et de l'eau, à la destruction des forêts et aux catastrophes industrielles (chimiques et nucléaires), mais ne mentionne pas le changement climatique. Si l'idée d'une écologie socialiste est très présente, le concept d'écossocialisme – en tant que nouvelle façon d'appréhender le programme socialiste – est toujours absent.

Plusieurs années plus tard, vers 2001, un groupe de membres français de la QI (Laurent Garrouste, Vincent Gay et Michael Löwy, entre autres) a décidé de rédiger un nouveau projet, intitulé « Écologie et socialisme », basé sur le document précédent, mais avec des changements substantiels. Il a été présenté au 15^e Congrès mondial (2003) avec un rapport de Michael Löwy, et a été adopté à une large majorité. ■

Nous publierons la suite de ce document dans notre prochain numéro.

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet : la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M^o Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

8) Version française éditée en 2023 par les éditions La Brèche de *Power and Money* (1992).



Eleni Varikas (1949- 2026)

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la mort d'Eleni Varikas, militante de la gauche et du mouvement féministe international. Eleni est l'une de ces personnalités qui, dès le début des années 70, ont joué un rôle marquant dans les combats en Grèce pour le mouvement féministe et pour le courant de la 4^e Internationale.

Par la Tendance Programmatique
Quatrième Internationale (TPT)

Elle est née en 1949, fille de Ioanna et Vassos Varikas – son père était très connu comme critique littéraire et théâtral de gauche. Elle a fait ses études dans la section de philosophie de l'université d'Athènes puis à Paris, à l'école des Hautes études en sciences sociales et à l'Université Paris VII. Lors de son séjour étudiant à Paris, elle a participé au mouvement anti-junte (1) et s'est liée à la 4^e Internationale. Elle a pris part aux événements de mai 68 et plus particulièrement à l'occupation du pavillon grec de la Cité internationale universitaire de Paris.

Dans la période commençant après la chute de la junte, en 1974, elle revient en Grèce et joue un rôle de premier plan dans la fondation du Front communiste révolutionnaire (KEM) et de sa revue, *Barricades*

(*Odophragma*). Cette organisation partageait les points de vue de la IV^e Internationale, et cela avant même son unification avec OKDE, qui était la section de l'époque.

Militante et chercheuse féministe

Parallèlement à son implication de dirigeante dans ces processus politiques, Eleni a joué un rôle de premier plan dans la création d'un cercle féministe, qui s'est développé avec la création du Mouvement pour la libération des femmes. Celui-ci a avancé pour la première fois en Grèce des thèmes comme l'avortement ou la contraception, thèmes jusqu'alors tabous dans la société grecque. Reflet de cette période : du fait qu'elle avait traduit en grec *le Petit Livre rouge des écoliers et des lycéens*, livre danois qui abordait ces sujets (2), elle a été accusée par des groupes chrétiens, traduite en justice et n'a été relaxée que suite à une large campagne de soutien.

En 1981, elle retourné à Paris avec une bourse en vue de sa thèse universitaire, effectuée sous la direction de Michelle Perrot, en lien avec l'histoire du féminisme en Grèce. À partir de 1991, elle est enseignante à l'université Paris VIII-Vincennes et chercheuse au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Elle a donné des cours dans de nombreuses universités en France, en Suisse, aux Etats-Unis, au Brésil ainsi qu'à Athènes et en Crète. Elle a écrit de



nombreux livres et articles sur le féminisme, les hiérarchies sociales, le genre dans la théorie politique, et ces textes ont été traduits dans de nombreuses langues. En Grèce ont été publiés ses ouvrages suivants : *La révolte des dames : genèse d'une conscience féministe dans la Grèce au 19^e siècle* et *Avec un visage différent : genre, différence et oécuménicité* (3).

Elle est demeurée inébranlable dans ses conceptions émancipatrices. Pour notre part, nous avons eu cette chance : lors de ses visites relativement fréquentes en Grèce avec son compagnon Michael Löwy, intellectuel connu, théoricien et cadre de la 4^e Internationale, nous avons pu profiter plus directement de la discussion et de la collaboration avec eux.

Eleni va très fort nous manquer, parce que ce qui émanait d'elle, c'est qu'elle savait pleinement apprécier les liens humains, l'amitié, la vie. ■

Le 20 janvier 2026

Eleni Varika et Michael Löwy



1) La junte dite des colonels résulte d'un coup d'État en 1967, visant à empêcher des mobilisations qui auraient pu faire suite à l'élection d'un gouvernement du centre, dirigé par le vieux politicien Giorgos Papandreu. Cette dictature, soutenue fortement sinon mise en place par les États-Unis, a duré jusqu'en 1974, après que ces colonels, de plus en plus déstabilisés, notamment par les révoltes étudiantes, ont tenté une aventure nationaliste en soutenant une dictature à Chypre. Cette intervention a entraîné l'invasion militaire par la Turquie, qui en deux étapes a occupé 38 % du territoire de l'île. Cette

occupation se poursuit encore aujourd'hui, malgré tous les efforts pour la réunification de l'île. (ndt)

2) Le livre a été publié en français chez Maspero en 1971, traduit par Lonni et Etienne Bolo. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, le sinistrement connu Raymond Marcellin, le fit interdire. (ndt)

3) Le premier ouvrage cité est sa thèse, en 1988 ; le second, un recueil de divers articles d'Eleni, rédigés pour la plupart en français, n'est pas publié en français, mais on peut lire le recueil d'articles réalisé par Elsa Dorlin et Isabelle Clair, *Pour une théorie féministe du politique* (Ed. iXe, 2017).



La rubrique consacrée à
Eleni sur le site Europe
solidaire sans frontière



La Tendance programmatique
Quatrième Internationale (TPT) forme,
avec l'OKDE-Spartakos, la section grecque
de la IV^e Internationale.